



POLYTECH[®]
TOURS

Département
Aménagement et Environnement



Ecole d'ingénieurs
polytechnique
de l'université de Tours

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Projet de Fin d'Etudes

Développement économique en métropole : Le cas de Tours



2016-2017

S9

GRALEPOIS Mathilde
NOM Prénom

LEMAIRE Gaëtan
POISMANS Max

Développement économique pour en métropole : Le cas de Tours

Gralepois Mathilde

LEMAIRE&POISMANS

2016-2017

Avertissement

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

Formation par la recherche et projet de fin d'études EN GENIE DE L'AMENAGEMENT

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir-faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne sur la base du Système Universitaire de Documentation (SUDOC), les mémoires à partir de la mention bien.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidés dans le cadre de ce mémoire, sans lesquelles l'élaboration de ce travail aurait été impossible :

- Nous remercions Mathilde GRALEPOIS pour son encadrement, ses conseils avisés et sa disponibilité.
- Nous remercions Cecile FORGUE pour ses remarques très pertinentes et son regard sur notre travail.
- Nous remercions les personnes que nous avons interviewé pour leurs analyses et l'orientation qu'ils ont su donné à ce travail et plus particulièrement :
 - Emmanuel DENIS, conseiller municipal, Mairie de Tours
 - Jérôme BARATIER, directeur, Agence d'Urbanisme
 - Christophe DEMAZIERES, professeur des Universités, Trésorier du Conseil de Développement

Sommaire

Sommaire.....	9
Introduction générale.....	11
Méthodologie employée	13
I- Les aspects de l'intercommunalité	16
1. Le statut de l'intercommunalité en France	16
a. Jeux de Compétences	16
b. Les interactions	17
2. Le développement économique en intercommunalité.....	18
a. Rôles et Objectifs	18
b. Atouts et faiblesses.....	20
3. L'évolution du cadre législatif	22
a. La loi Maptam	23
b. La loi Notre	24
4. Le statut de métropole.....	25
a. Statut en France	26
b. Jeux de compétences	26
c. Les interactions entre acteurs	28
5. La construction intercommunale à Tours.....	30
a. Historique et contexte.....	30
b. La configuration socio-géographique.....	36
Objet d'étude.....	40
II- L'intérêt de devenir une nouvelle métropole pour le développement économique.....	41
1. Développer une capacité financière garante d'une stabilité économique.....	41
2. Développer l'attractivité du territoire	42
a. Politiques économiques et financières communes	42
b. Augmentation des possibilités matérielles et humaines	43
c. Les outils de marketing territorial et leurs impacts	43
III. Les intérêts et limites à devenir métropole dans le cas d'étude de l'agglomération tourangelles	47
1. Encadrement du développement économique par un projet de territoire	47

2. Une gouvernance plus adaptée aux exigences économiques	51
3. Les points faibles du statut en termes de gouvernance et d'attractivité	53
Conclusion Générale	56
Annexe 1 : Division des Tâches	57
Annexe 2 : Planning de travail	58
Annexe 3 : Questionnaire	59
Bibliographie	60

Introduction générale

Le cadre institutionnel, et notamment dans la façon d'appréhender la gestion du territoire, a été profondément bouleversé en France par l'accélération de la mondialisation et l'élargissement de l'Union européenne. Mais c'est aussi le pays lui-même qui change, notamment en raisons de phénomènes sociétaux comme la poussée démographique qui a entraîné la densification des villes. En 30 ans, la France a gagné 10 millions d'habitants et les frontières anciennes entre villes et campagnes tendent à s'estomper de plus en plus. On note que les trois quarts de la population se concentrent sur 20 % du territoire nous forçant à repenser la gouvernance de ces territoires (INSEE, 2013). La croissance économique et démographique qu'a connu notre pays a entraîné des mutations du territoire, notamment dans l'évolution des modes de gouvernances. La démonstration de ce phénomène s'est exprimé par l'intercommunalité qui désigne les regroupements de communes au sein d'établissements publics de coopération intercommunale. Cet échelon a été mis en place pour éviter l'émiettement communal, d'être un instrument de l'organisation rationnelle des territoires et de favoriser le développement économique local et la relance de la politique d'aménagement du territoire.

Ainsi on observe que les tendances d'évolution du cadre urbain de nos territoires sont de plus en plus tournées vers le phénomène de métropolisation. Le mot métropole, qui vient du grec « Metropolis », renvoie étymologiquement à la « ville mère » et se rapporte aujourd'hui dans son usage courant à une ville de taille importante. Il existe de nombreuses variations de définitions du phénomène de métropolisation selon les contextes de référence. Certains se focalisent sur son aspect géographique et le définissent comme étant l'incarnation des « *mouvements de concentration de populations, d'activités, de valeur dans des ensembles urbains de grande taille* » (Geoconfluences, 2013). D'autres insistent sur l'aspect institutionnel et le définissent comme étant « *un processus de renforcement au niveau de la densité des réseaux de communication et de la concentration d'organismes de commandement dans tous les domaines* » (Larousse, 2016). Cependant, on remarque que les définitions de la métropole mettent toujours en avant les fonctions de commandement comme étant des éléments essentiels des villes dont la « *configuration rend possible l'accès à un niveau d'excellence à l'échelle mondiale* » (LEVY et LUSSAULT, 2000).

Il s'agit d'un thème actuel qui est sujet à de nombreuses ambitions politiques et de développement territorial depuis plusieurs années. C'est dans ce contexte de décentralisation du pouvoir et de réponse aux changements morphologiques et institutionnels de nos territoires que la France tente à travers des moyens

juridiques de développer un statut « métropole » pour ses grandes agglomérations ou intercommunalités. Ce statut doit s'inscrire dans la logique de décentralisation et leurs permettre d'avoir une autonomie accrue vis à vis de l'Etat dans leur gestion et organisation.

Certains territoires souhaitent donc passer à un échelon supérieur de commandement et de compétence afin d'affirmer un positionnement plus fort dans un paysage institutionnel en mutation. C'est notamment la volonté de Tours, qui souhaite passer à la vitesse supérieure et franchir un nouveau cap de développement par l'adoption du statut de métropole. Ainsi nous avons souhaité au cours de notre mémoire de fin d'étude de concentrer notre analyse sur la problématique suivante :

La création de métropoles qui tend à se banaliser en France peut-elle apporter un intérêt particulier pour le développement économique de Tours?

Le statut de métropole se situant dans une actualité récente, la littérature le concernant reste assez limitée. Ainsi, la plus-value de ce travail réside dans sa capacité, au travers une démarche de recherche, de fournir une actualisation et une compilation des informations concernant la construction de ce nouvel échelon en France par l'illustration du cas de Tour(s) Plus dans sa composante économique. Nous avons décidé de nous focaliser sur cet aspect de la métropole puisqu'il s'agit selon nous d'un élément structurant dans la mise en place et la gestion de cet échelon. Il pourrait également s'avérer être un enjeu de taille au sein de ces nouvelles entités administratives. De plus le cas de l'agglomération tourangelle est particulièrement intéressant dans cette recherche par sa typologie et son contexte territorial local.

De plus, il sera utilisé fréquemment dans ce document le terme de « métropoles nouvelles ». Afin d'éviter toute incompréhension, il convient alors de le définir. Nous entendons par « métropoles nouvelles », les nouvelles unités administratives françaises pour des villes généralement moyennes mais présentant des spécificités particulières (patrimoines, infrastructures, localisation) leurs permettant à priori d'y prétendre.

Ainsi, ce mémoire s'articule autour de trois grandes parties. Nous allons employer une méthode d'analyse rigoureuse qui démarre par une contextualisation de l'étude afin de mieux saisir le sujet et les enjeux qui y sont liés. Nous chercherons dans un deuxième temps à répondre à nos hypothèses formulées un peu plus loin. De cette manière nous traiterons d'abord du marketing territorial et de la coopération intercommunale au sein de la métropole comme éléments structurants du développement économique. Puis nous verrons, exclusivement par l'intermédiaire de notre cas d'étude de Tour(s) Plus, les notions de projet de territoire, les possibles fragilités et le renforcement de la dynamique économique au sein d'une métropole.

Méthodologie employée

Dans le but de traiter ce sujet d'étude, nous avons développé une méthodologie particulière. Cette dernière devait avant tout nous permettre pour un temps d'étude court d'obtenir des informations précises et cohérentes qui auront un effet de ciment entre nos ressentis personnels et nos analyses bibliographiques.

Gestion du temps :

De manière à maîtriser le temps imparti et d'avoir une meilleure organisation, nous avons développé une procédure de type "gestion de projet". De ce fait, nous avons découpé notre étude en tâches auxquelles nous avons associé des échéances. Le tout se voulant "adaptable", nous incrémentons régulièrement ce "classeur" qui est présenté sous la forme d'un planning sur EXCEL (voir annexe 2) adossé à un index des tâches (voir annexe 1).

Analyse bibliographique et contextualisation :

Du point de vue de la contextualisation, notre groupe d'étude a de bonnes connaissances géopolitiques sur l'agglomération tourangelle, il nous a donc été rapide de nous approprier les différents éléments du sujet. Toutefois de par sa nature technique et pluridisciplinaire, nous avons été amenés à approfondir nos connaissances. Les ressources bibliographiques que nous avons utilisées se sont d'abord constituées des coupures de presses et d'articles de lois. La presse a ici eu un rôle dans la contextualisation de la métropole et les articles de lois nous ont permis d'avoir un premier aperçu théorique de ce statut. Nous avons complété ce travail bibliographique avec divers articles scientifiques ou de recherches notamment sur la composante économique de la métropole, cette composante étant comme nous le verrons plus loin, le point central de notre étude. Nous avons également utilisé des travaux universitaires existants principalement sur l'agglomération tourangelle (thèse de Mélanie Fortier, Anne-Laure Briet et Florian Rispal par exemple) qui nous ont permis de mieux approcher le contexte local de l'agglomération tourangelle. Étant un sujet qui se place dans une actualité récente, la littérature le concernant reste assez limitée. C'est pourquoi pour mieux comprendre les enjeux métropolitains et les mécaniques de ce statut, nous avons aussi utilisé les documents officiels de planification ou de diagnostics territoriaux de métropoles ayant obtenu ce titre récemment (Nice, Rennes, Lyon). Ces documents officiels nous ont apporté une base théorique supplémentaire concernant le statut de métropole et qui vient compléter efficacement l'ensemble de nos recherches sur le sujet d'étude.

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

Repérer et contacter les acteurs clés :

Afin d'approfondir nos connaissances sur le sujet et d'appliquer nos apports théoriques obtenus lors de la collecte de bibliographie au cas d'étude de Tour(s) Plus, nous avons rencontré différents acteurs du territoire de l'agglomération tourangelle. Nous avons procédé pour nos entretiens de la manière suivante :

Formalisation des données à recueillir :

En fonction de notre progression dans notre travail et des données que nous n'avons pas collectées nous référençons constamment les éléments que nous souhaiterions connaître ou approfondir pour notre étude. Ainsi ces informations doivent être retrouvées lors des entretiens qui vont suivre.

Recherche des personnes ressources :

Dans l'optique de trouver des contacts nous nous sommes basé sur des intermédiaires comme notre tuteur madame Gralepois qui dispose d'un carnet d'adresses nous permettant de contacter rapidement des personnes "ressources". On entend par ce terme des acteurs du territoire qui ont une connaissance précise du sujet et de l'actualité des débats autour du thème de la métropole et pouvant nous éclairer en entretien.

Les entretiens se sont constitués avec des élus de Tour(s) Plus des différents bords politiques pour récolter les différents points de vue quant à l'adoption du statut de métropole et de la vision que ces personnes avaient de cette nouvelle échelle. Ayant des agendas chargés, dans le cas où nous n'avons pas pu contacter les élus au centre de la scène, nous nous sommes tournés vers les élus qui ont une "vision" en cohérence avec leurs chefs de file politique et qui dans le même temps seraient joignables rapidement. Nous avons ainsi pu rencontrer monsieur Gatard, maire de Chambray les Tours ou monsieur Denis, élu écologiste au conseil communautaire.

Par ailleurs, ce mémoire ne s'oriente pas uniquement sur des questions politiques et ainsi figurent dans notre liste des professionnels. Nous avons ainsi pu rencontrer M. Demazières, trésorier du Codev (instances des acteurs publics sur les réflexions du territoire) et Jérôme Baratier directeur de l'agence d'urbanisme de Tours. Ces entretiens ont été fructueux de par le rôle de ces personnes dans l'agglomération tourangelle. Enfin, nous avons nous même alimenté notre carnet d'adresses en participant à des réunions d'acteurs pendant lesquels, par une démarche volontaire ou un appui de personnalités que nous avons déjà rencontré, nous avons pu échanger quelques mots avec ces personnes ressources sur des éléments particuliers de notre étude. Ce cas s'est notamment présenté lors de la réunion du Schéma de Cohérence Territoriale d'Octobre 2016. Cela nous a permis de discuter avec quelques personnalités politiques

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

impliquées dans la gestion de l'agglomération et d'avoir des informations supplémentaires sur les stratégies envisagées par Tour(s) Plus concernant le futur de l'agglomération et particulièrement en tant que futur métropole.

Création et mise en place des entretiens :

Suite aux prises de contacts que nous avons essentiellement réalisé par email et par téléphone nous avons pour chaque entretien, en fonction de la spécialité de notre interlocuteur, réalisé des feuilles d'entretiens (voir annexe 2). Notre méthodologie d'entretien est restée simple car se voulant efficace. Ainsi nous préparions en avance une dizaine de question de la plus large à la plus précise et retranscrivions l'entretien tout en prenant des notes. La majorité de nos entretiens étaient compris entre 30 minutes et une heure.

Analyse et rédaction :

Etant un mémoire de fin d'étude, nous avons analysé le sujet suivant une démarche de recherche. C'est-à-dire que la collecte et le traitement de la donnée s'inscrivent dans une méthodologie particulière. En effet, nous avons commencé par dresser un état de l'art à travers la situation actuelle du développement économique dans les communautés d'agglomérations, les fondements de la métropole, le cadre législatif et juridique qui les englobent et une présentation générale de l'agglomération Tourangelle en pleine réflexion sur la question du statut de ce nouvel échelon. Dans un deuxième temps, nous avons recentré notre sujet sur un objet d'étude plus précis qui est le développement économique dans le cadre des nouvelles métropoles. A partir de la bibliographie recueillie nous avons ensuite dressé une problématique concernant ce sujet et nous avons formulé des hypothèses pour y répondre. Nous avons enfin validé ces dernières à partir des informations bibliographiques complétées avec les entretiens des divers acteurs.

Notre travail d'analyse et de rédaction se caractérise ensuite par une remise en question constante à chacune des étapes citées précédemment afin de garder une cohérence maximale en confrontant les différentes sources et idées obtenues.

Concernant le traitement de la rédaction nous effectuons une analyse en « entonnoir ». C'est-à-dire que nous partons d'un contexte général avec le statut de métropole au sens strict, avec une forte concentration sur les aspects économique qui est notre porte d'entrée, pour se diriger ensuite vers le cas d'étude de Tour(s) Plus. Pour être plus précis, nous travaillons d'abord sur l'aspect économique des agglomérations, puis des métropoles d'un point de vue général, pour dans un deuxième temps utiliser cette analyse avec le cas d'étude de Tour(s) Plus. Ainsi, le cas d'étude a un rôle d'appui pour illustrer nos propos et pour mieux comprendre les enjeux de la construction métropolitaine.

I- Les aspects de l'intercommunalité

Dans notre apport théorique nous souhaitons poser un cadre à notre sujet, ce qui est nécessaire à la compréhension des enjeux principaux de la mise en place du statut de métropole. Ainsi, nous présenterons dans cette partie le statut de l'intercommunalité en France tout en incluant des éléments d'actualités notamment avec le cadre législatif pour finir sur l'aspect pour lequel nous nous focalisons : le développement économique.

1. Le statut de l'intercommunalité en France

Nous allons montrer dans cette partie que l'intercommunalité est une structure ayant été pensée pour renforcer le développement économique des territoires, mais que dans les faits, elle manque d'adaptabilité pour répondre à cet enjeu.

Mais avant de procéder il convient de rappeler quelques éléments de définition quant à ce terme. Au 1er janvier 2016, la France comptait 2 062 EPCI à fiscalité propre, regroupant 35 858 communes et 67 027 395 habitants (INSEE B, 2016). Ce statut de regroupement intercommunal appelé EPCI est depuis les années 1990 un outil important dans le développement des territoires.

On définit "Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) comme étant des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité. Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI. » (INSEE B, 2016). On note ici que les notions de mutualisation et de projet sont des valeurs fortes des EPCI pour le développement économique mais également pour le champ large de leurs compétences.

a. Jeux de Compétences

Nous ainsi avons souhaité dans un premier temps rappeler les compétences exercées par les EPCI les plus représentés à l'heure actuelle. Cela permettra d'identifier l'importance de ces regroupements au service des territoires et des possibilités offertes par la mutualisation. On remarque ainsi sur le tableau ci-dessous que les thématiques de développement économique et de l'intérêt communautaire sont à la base des différentes entités. Dues à la question des moyens mis en place mais aussi à la cohérence de leurs projets,

leurs intégrations ne sont pas les mêmes et il sera ainsi tout à fait intéressant de voir ce qu'une métropole sera capable de faire sur le sujet.

Type d'EPCI		
Communauté de communes	Communauté d'agglomération	Communauté urbaine
Compétences obligatoires		
<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de l'espace - Aménagement et gestion des zones qui sont d'intérêt communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement économique - Aménagement de l'espace communautaire - Équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire - Politique de la ville 	<i>Les communautés urbaines exercent de plein droit à la place des communes les compétences fixées par la loi dans 6 blocs</i> <ul style="list-style-type: none"> - Développement et aménagement économique, social et culturel
Compétences facultatives		
Au choix 1 des 4 blocs suivants <ul style="list-style-type: none"> - Protection et mise en valeur de l'environnement - Politique du logement et du cadre de vie - Création, aménagement et entretien de la voirie - Construction et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et éducatifs (pré et élémentaire) 	Au moins 3 des 5 blocs suivants <ul style="list-style-type: none"> - Création et entretien de voirie communautaire/parcs de stationnement - Assainissement - Eau - Protection et mise en valeur de l'environnement - Construction, aménagement, entretien d'équipements culturels et sportifs communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de l'espace - Équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire - Politique de la ville dans la communauté - Gestion des services d'intérêt collectif - Protection/mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie

Figure 1: Compétences de chaque type d'EPCI – Réalisation : Kerrouche, 2005

La place du développement économique dans la structuration des EPCI se situe dans l'objectif de d'atteindre un "optimum" territorial. C'est à dire que cette échelle territoriale doit être l'objet d'actions publiques rationnelles pour traiter efficacement les enjeux liés à cette thématique. C'est d'ailleurs en ce sens que vont les lois traitant de l'intercommunalité que nous verrons un peu plus loin dans ce dossier.

b. Les interactions

Dans un second temps nous nous penchons sur les interactions des différents EPCI pour savoir de quelle manière et sur quel plan jouera la métropole nouvelle.

Par métropole nouvelle on rappelle ici qu'on les définit comme étant issues la création de nouvelles unités administratives françaises pour des villes généralement moyennes mais présentant des spécificités particulières leurs permettant à priori d'y prétendre. Ainsi, les EPCI sont en relation avec les services de l'Etat comme la DREAL en termes d'aménagement ou comme les services du contrôle législatif représentés par le préfet par exemple. Elles participent via leurs compétences à l'élaboration de stratégies pour leurs territoires (SCoT) et sont donc en relation directe avec toutes les parties prenantes du territoire (entrepreneurs, habitants, associations). Leur statut de personnes morales leurs vaut d'être conviées à des réunions pour des échelles plus larges comme lors d'instances pour les comités de bassins hydrographiques, les chambres de commerce et les parcs naturels. Par ailleurs, elles reçoivent différents

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

financements de la part de l'Etat et effectuent des transferts financiers envers/depuis leurs communes membres.

Il apparait ainsi que les EPCI sont des maillons centraux pour la vie des territoires et qu'ils ont un impact avec plus ou moins de force à différents échelons.

2. Le développement économique en intercommunalité

Maintenant que nous avons posé le cadre général de l'intercommunalité, nous allons étudier cet échelon dans sa composante économique.

Comme nous l'avons vu précédemment, le développement économique est lié par fondement au statut de coopération intercommunale. En effet lors du débat qui aboutit à la loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement de la coopération intercommunale, il est dit d'après le sénat que *"dans l'esprit du législateur l'intercommunalité à fiscalité propre avait pour mission première le développement économique au sein d'un territoire de solidarité"*. De ce fait, il est ici intéressant de se pencher sur le rôle que peut jouer l'intercommunalité pour cette mission mais également de mettre en avant ses atouts et faiblesses.

a. Rôles et Objectifs

L'intercommunalité a actuellement un rôle de stratège local auprès de l'activité économique, elle oriente son développement via deux documents : le projet d'agglomération (pertinent pour des EPCI à partir de moyens soient supérieurs à 50000 habitants) et le SCoT (outil de rationalisation et de planification de l'espace (évolution du territoire, habitants, commerces, zones d'activités, transports) (ADCF, 2005). D'après l'Assemblée des Communautés de France en 2005 dans 61 % des cas, la stratégie est formalisée dans le projet d'agglomération alors que seulement 12 % des agglomérations ont inscrit leurs stratégies économiques dans un SCoT. Cela montre que les communautés d'agglomérations, comme notre cas d'étude de Tour(s) Plus, disposeraient d'éléments de programmations pour le développement économique mais qu'une réelle stratégie territoriale n'existe pas encore dans la majorité des cas.

Le mode opératoire de la majorité de ces intercommunalités moyennes se constitue le plus souvent par la définition de critères pour l'implantation des entreprises comme la superficie des terrains ou la taille des activités accueillies, leurs localisations géographiques et son accès à des infrastructures de transports. Ce

constat vient étayer nos précédents propos selon lesquels les dispositifs de développement ne sont pas complets et sont limités.

Les actions entreprises par les communautés d'agglomérations et urbaines envers le développement économique ont aujourd'hui également un rôle de marketing territorial important qu'il conviendra donc d'étudier avec soin (ADCF 2005).

La discréditation des communautés de communes dans l'enquête rejoint nos propos sur l'importance des moyens des structures pour mettre en place des projets. Ces petites structures manquent souvent de moyens disponibles pour avoir un impact significatif dans un large développement économique.

Pour réaliser ces actions les EPCI ont recours à certains outils. Le plus utilisé est la création d'agences de développement économique, elles emploient en moyenne 9 personnes. Le diagramme en barre ci-dessous présente les différentes formes de structures porteuses.

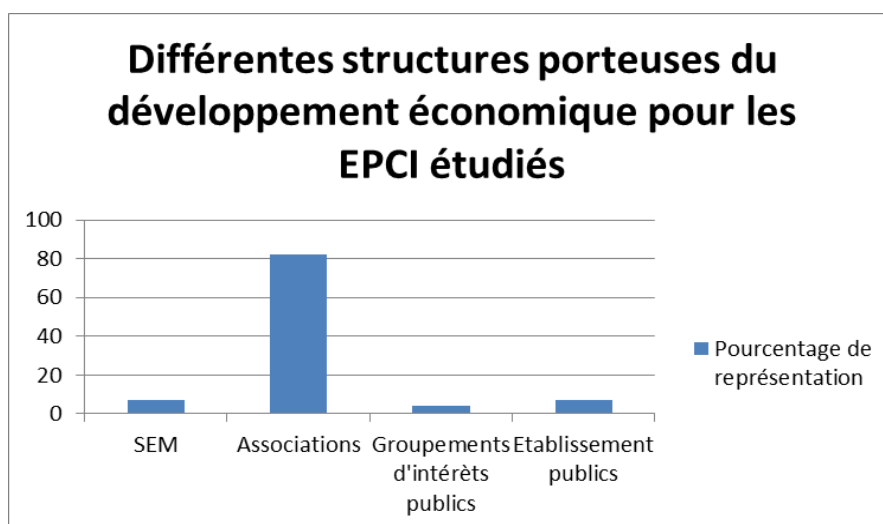


Figure 2: Différentes structures porteuses du développement économique pour les EPCI étudiés – Réalisation : LEMAIRE Gaëtan - Source : ADCF 2005

On voit ainsi qu'elles relèvent d'un statut associatif majoritairement. Généralement, ces agences portent les événements économiques locaux tels que des forums et réalisent donc un travail marketing plus ou moins marqué selon le territoire avec parfois une externalisation forte vers des prestataires privés. Toutefois, cela n'est presque jamais le cas pour l'action foncière et le portage de l'immobilier d'entreprise qui nécessite des moyens d'intervention et une maîtrise d'ouvrage publique avec des moyens importants et inscrits dans une stratégie spécifique.

Nous avons montré ici que l'intercommunalité dispose de moyens nécessaires pour la programmation du développement économique mais que son succès est relativement lié aux moyens et à la cohérence des actions du territoire.

b. Atouts et faiblesses

Comme nous l'avons vu précédemment il existe des faiblesses à l'action des EPCI mais également des atouts que nous souhaitons mettre en avant.

Cette partie s'est majoritairement basée sur des rapports officiels, Le rapport de 2006 "Bilan et perspectives de l'intercommunalité à fiscalité propre" du sénat. Il a mis en avant très clairement qu'une réforme serait utile. Elle réserverait ainsi l'action économique aux grands EPCI. En effet les EPCI de petites tailles ne représentent pas une force d'action assez pertinente pour la mise en œuvre de ce type de politiques de développement comme nous l'évoquions précédemment. Ce critère de taille représente donc une première faiblesse potentielle pour ce type d'action territoriale. On peut également s'interroger sur la logique de gouvernance : quel est ou quels sont les opérateurs les plus aptes à promouvoir le développement des zones d'activités? En effet, nous avons vu des structures porteuses de petites tailles sous un statut associatif qui sont souvent plus proches des moyens par des communautés de communes que par les Société d'Economie Mixte des grosses intercommunalités. Les faiblesses concernent donc également les ressources. Dans les ressources il n'est pas à exclure une question d'expertise essentielle et qui apparait peu prise en compte actuellement. C'est notamment le cas d'une expertise financière préalable parfois délicate sous le sujet de comment partager les coûts (actuels) et les produits futurs? Cela est d'autant plus vrai qu'il est difficile de mettre en avant l'importance des moyens mis en œuvre car il n'existe pas d'outils de mesure pour les politiques publiques locales autre que l'accroissement des bases fiscales locales (Sénat, 2006). Or, il serait intéressant de connaître ce qui, dans la décision d'implantation d'une entreprise, relève de l'appréciation des atouts intrinsèques du territoire et ce qui relève de l'efficacité de la politique de marketing ou encore de la modération de la pression fiscale. Enfin, nous avons pu voir également très clairement que le développement économique est vu sous son aspect le plus simple : le développement de zones d'activités. Il n'y a ainsi que peu d'arguments de la part de la majorité des EPCI envers une cohérence spatiale. On entend ici par cohérence le fait que les activités regroupées en zone sont généralement disparates, bien qu'avec des localisations attractives pour les entreprises elles ne permettent pas de synergies territoriales sauf dans des cas de pôles de compétitivité ou clusters spécifiques (ADCF,2005). On précise d'ailleurs ici que le critère de superficie qui est largement utilisé présente l'avantage de la simplicité, mais peut se révéler parfois peu pertinent dû à la situation géographique et au type d'activités déjà présentes sur le territoire de manière à pouvoir créer une zone réellement compétitive.

Dans un second temps, nous avons distingués les forces de ce type de coopération. Tout d'abord, c'est bien entendu la proximité immédiate avec les acteurs, la disponibilité des services qui sont à l'écoute et la capacité à débloquent des fonds rapidement (Sénat, 2006).

A titre d'exemple entre 2001 et 2002, plus de 2,5 milliards d'euros ont été consacrés par les EPCI à fiscalité propre à l'action économique. L'intérêt majeur de cette illustration est de pouvoir comparer ce type de dépenses avec d'autres organismes avant la crise et qui œuvrent pour le développement économique. Le graphique ci-dessous montre donc la variation de ces dépenses pour différents acteurs du développement économique territorial. Il apparaît ainsi que les EPCI ont une augmentation de leurs dépenses plus importante que les autres acteurs, cela notamment entre 2002 et 2003 où on note une augmentation au moins deux fois supérieure aux moyens développés par la région et les communes.

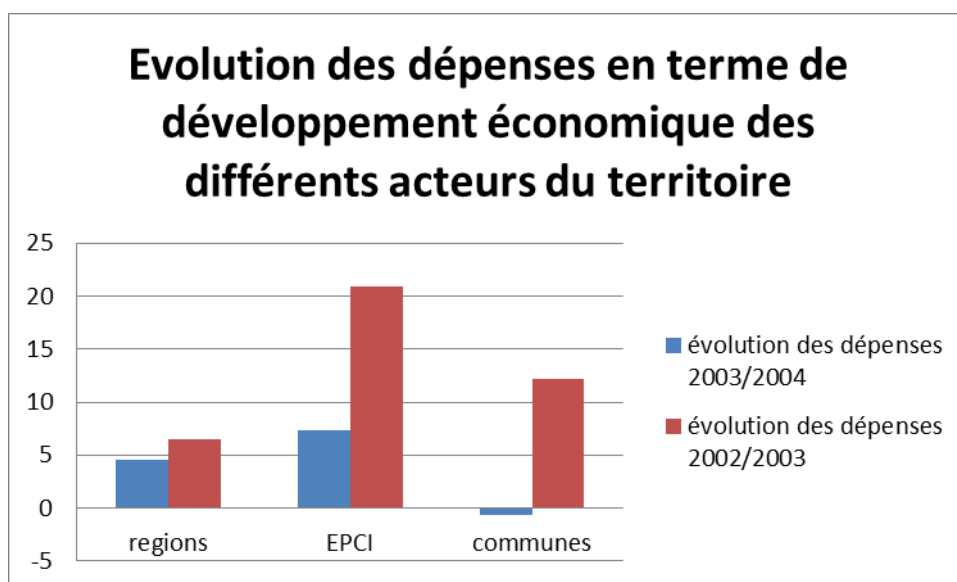


Figure 3: Evolution des dépenses en terme de développement économique des différents acteurs du territoire - Réalisation : LEMAIRE Gaetan - Source : ADCF, 2005

Cette progression au début des années 2000 est la conséquence du développement de l'intercommunalité et du transfert des dépenses des communes vers leurs groupements. En somme, il s'agit là d'un effet bénéfique de rationalisation des actions en faveur du territoire qui aujourd'hui est prôné par différentes réformes que nous allons décrire plus loin. Il est enfin important de souligner que ce volet dépense est largement complété par les nombreuses dépenses d'équipements (aménagement de zones, aménagements fonciers et hydrauliques, infrastructures de production d'énergie, équipements touristiques, ...) en matière d'investissement qui représentent 36 % du total des dépenses des communautés pour l'action économique.

On pourra donc finir par noter que l'action de développement économique est bel et bien un enjeu de taille pour les EPCI. Disposant de moyens et d'outils, il s'agit d'une échelle pertinente de réalisation à condition d'avoir un système qui fonctionne bien. En effet, on peut nuancer cela par le fait qu'elles sont soumises à des volontés politiques, des contraintes de territoire et que les moyens humains mis en place ne sont pas toujours les mêmes. L'enquête menée par l'ADCF fait ressortir que 90 % des 176 communautés d'agglomérations et communautés urbaines sont aujourd'hui dotées d'un service de développement économique structuré. Toutefois, la taille des services est très variable (de 1 à 50 agents) et nous pousse donc à conserver notre hypothèse précédente selon laquelle l'échelle d'action (Bresson, 2014) qui semble plus efficace sur de grosses structures et qui est à la base de notre étude sur les nouvelles métropoles.

Nous avons montré ici que l'intercommunalité a des lacunes dans l'engagement d'un développement économique : dans un premier temps en termes de ressources, notamment dans le cas où il s'agit d'un regroupement de « petites » communes. Dans un deuxième temps le développement économique est vu sous son aspect le plus simple et se limite souvent à l'utilisation d'un seul outil : le développement de zones d'activités ce qui limite la cohérence spatiale du territoire. D'un autre côté il s'agit d'une structure permettant la rationalisation des moyens et qui possède des outils et des moyens pour le développement économique, particulièrement dans les agglomérations à grande échelle.

3. L'évolution du cadre législatif

De récents renforcements des compétences territoriales exercées par les collectivités ont été induits par la révision du cadre législatif. Il nous a ainsi semblé pertinent d'effectuer ici un rappel et un décryptage de ces mesures de manière à comprendre le contexte très actuel de notre étude et de mettre en avant les bénéfices que pourront tirer les EPCI notamment en termes de développement métropolitain.

Dans un premier temps, le cadre global de cette modification se fait dans un contexte où les dépenses publiques sont revues à la baisse et où une simplification de la gouvernance territoriale apparaît de plus en plus comme indispensable aux yeux des décideurs politiques. Ainsi dans le cadre de la décentralisation, la réforme des territoires a su s'axer autour de différentes thématiques qui ont directement conduits les regroupements intercommunaux à évoluer. C'est le cas dans un premier temps avec la loi dite de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles de janvier 2014 (MAPTAM). En effet, elle prévoit la création de nouvelles unités territoriales avec plus de pouvoir.

Ensuite est intervenu le deuxième volet de la réforme territoriale qui vise à réduire le nombre de régions métropolitaines de 22 à 13. Le 3ème et dernier axe qui a permis ces changements est la loi du 16 janvier 2015 de la nouvelle organisation territoriale de la République (Notre) qui confie de nouvelles compétences aux régions et redéfinit clairement les compétences attribuées à chaque collectivité territoriale. On comprend ainsi que ces textes vont bouleverser la distribution des cartes à l'échelle territoriale et les rôles pour le développement mais peut-être plus encore et on s'attache donc à en donner le détail ci-dessous.

a. La loi Maptam

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles crée de nouvelles structures qui ont vocation "à permettre la clarification des compétences des collectivités territoriales, à favoriser la coordination des acteurs publics et à institutionnaliser le dialogue entre ceux-ci" (Legifrance, 2014). Elles ont un rôle consultatif, d'avis et de proposition, d'expertise et de débat.

Dans le cas de la loi Maptam on prévoit un chef de file pour des compétences auxquelles participent plusieurs niveaux de collectivités. Ainsi, l'aménagement du territoire, l'environnement, l'énergie, le développement économique et l'innovation tout comme la complémentarité entre les modes de transports, le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche seront administrés par la région retirant donc aux EPCI une partie de leurs décisions en terme économique. Les départements piloteront l'action sociale et les EPCI la mobilité durable, l'organisation des services publics de proximité, l'aménagement de l'espace, le développement local. Le développement local est d'ailleurs dans notre première partie vu comme l'échelle à laquelle tous les EPCI peuvent avoir un impact significatif car nécessitant une connaissance du territoire et des moyens moins conséquents que pour le volet très ciblé du développement économique. Les régions renforcées bénéficient d'une conférence territoriale de l'action publique (CTAP), présidée par le président du conseil régional et qui est chargée de favoriser un exercice concerté des compétences des collectivités territoriales.

L'apparition d'un échelon intermédiaire entre EPCI et région par les métropoles est donc ici intéressant car il allouerait des compétences renforcées leur permettant d'agir plus directement sur leurs territoires grâce à des actions en matière de planification de la cohérence territoriale, de la gouvernance, de l'aménagement des gares et sur le logement. Ainsi elles pourront se voir déléguer la "responsabilité de la garantie du droit au logement opposable" (Legifrance, 2014), et à ce titre gérer le contingent préfectoral de logements, ou encore la gestion de l'hébergement d'urgence.

Cet exemple montre que des compétences départementales et régionales pourront donc leur être déléguées. Ce qui soulève à nouveau la possibilité de travailler par l'intermédiaire d'un service structuré pour le développement économique en substitution des décisions régionales.

L'organisation de la métropole est simple car présidée de droit par le président du conseil de la métropole qui comprend les maires des communes membres avec pour objectif de débattre des sujets d'intérêts métropolitains. Elle est associée à un conseil de développement de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs.

b. La loi Notre

La loi Notre prévoit la suppression de la clause de compétence générale pour les départements et les régions. Tous les sujets ne prendront donc plus places dans leurs budgets. Les communes auront une place ainsi renforcée notamment par une dotation lors de fusion et sont les seules instances bénéficiant toujours de la clause de compétence générale. Cela doit en effet leur permettre de répondre à tous les besoins du quotidien des citoyens.

Par ailleurs et cela est particulièrement intéressant pour notre étude, les intercommunalités sont amenées à grossir avec un seuil d'intercommunalité qui passe de 5 000 à 15 000 habitants et l'arrivée de nouvelles compétences (tourisme, aires d'accueil des gens du voyage, maisons de services au public). De ce fait, les départements auront un rôle plus spécifiquement centré sur les solidarités et pourront même disparaître sous l'exercice de ces compétences par une métropole ou d'une fédération intercommunale comme nous l'évoquions précédemment (Legifrance, 2015). Il y a donc un renversement plus marqué dans les décisions à l'échelle des départements ou les grosses intercommunalités et métropoles seront réellement décideurs du développement ce qui nous laisse comprendre pourquoi de nombreux EPCI cherchent à changer de statut ou de taille.

Le changement des jeux de pouvoirs pour les EPCI accompagne donc cette loi par la nécessité d'être au près des grands décideurs comme la région. Elle a l'exclusivité dans certains sujets comme dans le développement économique notamment par la réalisation d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises (SRDEII) ainsi qu'un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) (Legifrance, 2015). Elle pourra ainsi définir les aides et les régimes d'aides générales (subventions, prêts, avances remboursables) en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques ou des entreprises en difficultés et animera également les pôles de compétitivité.

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

Les infrastructures de transports seront également pilotées par la région qui aura donc carte en main pour réaliser l'attractivité et les mobilités sur son territoire.

Les compétences des différents EPCI sont également étoffées tandis qu'il sera possible pour l'état de déléguer certaines de ses compétences aux regroupements intercommunaux. En ce qui concerne plus précisément les métropoles, les compétences métropolitaines sont également ajustées grâce à une notion d'intérêt métropolitain (pour les actions de restructuration urbaine, l'amélioration du parc immobilier bâti, la réhabilitation et la résorption de l'habitat insalubre). Le conseil de territoire qui administre les territoires métropolitains pourra ainsi exercer sur l'eau, l'assainissement et les déchets en complément des anciennes compétences des EPCI à fiscalité propre situés sur le périmètre métropolitain. Par ailleurs, certains services entre communes et EPCI ou métropoles pourront être mutualisés plus facilement grâce à une extension des possibilités de recours au conventionnement entre personnes publiques (Legifrance, 2015).

Les lois laissent donc apparaître que les EPCI de grande taille et les métropoles nouvelles associées aux régions deviennent les relais des politiques de l'état et du développement des territoires. Comme la région construit la stratégie du développement économique, on considère donc ici qu'il y a un réel intérêt à devenir métropole pour pouvoir bénéficier d'un rôle dans ce processus en plus de posséder des compétences déléguées par l'Etat sur l'action sociale et environnementale. Cela est d'autant plus vrai sur notre terrain d'étude qui s'est isolé de relations avec les institutions régionales localisées dans l'autre grande aire urbaine (politiquement opposée) du centre : Orléans et que nous verrons dans les parties suivantes.

4. Le statut de métropole

Après avoir montré dans la partie précédente que l'échelle de l'intercommunalité avait quelques lacunes en termes de développement économique, nous analyserons cette dimension au travers la métropole qui est souvent décrite comme une échelle supérieure à l'intercommunalité. L'objectif recherché est ainsi de pouvoir dresser une comparaison pour savoir si cette nouvelle morphologie institutionnelle propose des outils supplémentaires pour conduire à un développement économique renforcé. Dans cette partie nous chercherons d'abord à présenter de façon générale le statut de métropole afin d'avoir les connaissances nécessaires pour appréhender son aspect économique.

a. Statut en France

En opposition avec la définition générale d'une métropole exprimée dans l'introduction, nous allons voir ici que dans le cadre territorial et juridique français, ce terme possède une signification plus spécifique.

En France, une métropole est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) qui regroupe plusieurs communes en une entité sans « enclave » et qui s'associent pour « *élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion* » (article L5217-1 du code général des collectivités territoriales). Une métropole vise aussi à assurer la promotion internationale de son territoire. Selon les réglementations, le statut de métropole peut être accordé aux ensembles de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants. Il est également important de noter que la métropole se substitue de pleins droits aux EPCI entièrement ou partiellement inclus dans son périmètre. La notion de métropole est en plein cœur des débats actuels dans le contexte des réformes territoriales récentes que nous avons vu et plus généralement dans le contexte économique français actuel : limitation des dotations de l'état (dotations globales de fonctionnement) qui pousse les collectivités à trouver d'autres moyens et à mieux s'organiser. Le statut de métropole est apparu en France avec la loi du 16 Décembre 2010 et a été renforcé avec la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles qui a été décrite précédemment. On rappelle que cette dernière a augmenté les pouvoirs des métropoles notamment pour le développement économique, l'innovation, la transition énergétique et la politique de la ville par l'intermédiaire de compétences supplémentaires. Elle introduit aussi la notion de « collectivité territoriale chef de file » attribuée dans les faits aux grandes métropoles.

Ainsi, depuis 2010, selon la législation française, les métropoles ne sont donc pas nécessairement présentes dans des flux européens ou mondiaux, il est davantage question d'un statut juridique d'intercommunalité plus complet, d'un nouvel outil de gouvernance des grandes aires urbaines.

b. Jeux de compétences

Les jeux de compétences élargis de la métropole représentent un enjeu important dans la gestion du territoire métropolitain et on s'attache ici à les décrire plus précisément.

Les métropoles s'organisent ainsi autour de trois instances principalement comme le précise la loi. On retrouve tout d'abord le conseil de la métropole qui a pour rôle d'élire en son sein un président. Il y a ensuite la conférence métropolitaine qui est l'instance de coordination entre la métropole et les communes membres. Elle est présidée par le président du conseil de la métropole et réunit les maires de ces communes. Enfin, la métropole s'articule autour du conseil de développement qui réunit tous les représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques ou associatifs du territoire métropolitain.

L'accès au statut de métropole permet par ailleurs aux EPCI de récupérer des compétences auprès de l'Etat, du département et de la région. On obtient donc un champ d'action beaucoup plus large que celui de l'actuelle agglomération. Les compétences issues de ces trois échelles concernent les éléments du tableau suivant :

DEPARTEMENT	REGION et ETAT
Aménagement du territoire	Création et gestions d'équipements culturels
Insertion professionnelle	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, défense extérieure contre l'incendie
Personnes âgées, enfance	Prévention de la délinquance et accès aux droits
Personnes en situation de handicap	Participation à la gouvernance des gares et création et entretien des services pour les véhicules électriques
Logement et développement urbain (gestion du fond de solidarité pour le logement)	Construction et entretien des réseaux de chaud et froid et des réseaux très haut débit, concession de distribution d'électricité et de gaz
Mobilité, voirie	Hygiène et santé
Education (collèges)	Co-pilotage des pôles de compétitivité
Culture, sport et tourisme	Logements
Agriculture	

Tableau 1 : Compétences transmises à la métropole – Source : <http://www.gouvernement.fr>

Par convention, l'Etat peut aussi transmettre la propriété et la gestion des grands équipements et infrastructures. Dans le domaine du logement, il peut donner l'ensemble des compétences qui y sont liées : aides à la pierre, contingent préfectoral de réservation de logements sociaux (tout ou en partie), garantie du droit à un logement décent et indépendant (DALO), mise en œuvre des procédures de réquisition et la gestion de l'hébergement d'urgence (gouvernement.fr A, 2016).

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

Sur le plan financier, les métropoles reposent sur le principe de l'unification de l'impôt foncier bâti et d'une dotation globale de fonctionnement qui sera globalisée, sous réserve que toutes les communes membres soient d'accord. Ainsi, elles peuvent mettre en place une dotation de gestion du territoire par le biais de conseils de territoire qui sont des organes déconcentrés du conseil de la métropole. Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 ; Art. L. 5219-4.-I : « *Le montant des sommes destinées aux dotations territoriales est fixé par l'organe délibérant de la métropole Ces sommes sont réparties entre les conseils de territoire en tenant compte des caractéristiques propres du territoire et des charges que représentent les compétences qui lui sont déléguées.* ». Les conseils de territoire sont composés de conseillers municipaux désignés par les communes dont le nombre est proportionnel au nombre d'habitants des communes.

De cette manière le statut de métropole permet d'être un interlocuteur privilégié pour l'Etat, pour la région et pour le département. La contractualisation avec l'Etat se fait directement. Dit autrement, la métropole pourra être au cœur des choix stratégiques nationaux et régionaux en termes d'équipement et d'investissement sur son territoire. Ce constat est très flagrant dans les compétences exercées mises en avant précédemment comme l'aménagement du territoire ou le co-pilotage des pôles de compétitivité qui viennent bien appuyer ces propos.

La métropole s'inscrit ainsi dans la logique de décentralisation avec une indépendance accrue des EPCI vis-à-vis de l'Etat. En effet, la transmission de compétences caractérise une plus forte autonomie dans leur gestion et organisation renforçant donc leur potentiel pour assurer le développement du territoire qu'ils animent.

c. Les interactions entre acteurs

Nous souhaitons ici comprendre comment fonctionne cette nouvelle unité administrative et comprendre la dynamique qu'elle sera capable de donner au territoire qui la compose.

On retrouve ainsi des acteurs à différentes échelles. Il y a tout d'abord l'Etat qui transmet certaines de ses compétences et qui a pour rôle d'accorder ou non le statut de métropole par décret si les conditions nécessaires sont remplies (notamment en termes de population dans l'aire urbaine).

On retrouve aussi le département et la région qui sont également légataires de compétences (voir schéma plus bas). La métropole en elle-même possède un poids non négligeable dans les politiques territoriales de développement des communes notamment par des subventions supplémentaires comme nous le verrons plus loin.

Le conseil de la métropole est quant à lui l'organe délibérant du territoire métropolitain. Il règle les affaires qui relèvent de sa compétence. Il vote notamment le budget de la métropole et de ses conseils de territoire. Il est composé de conseillers métropolitains qui représentent l'ensemble des communes membres. Il est également chargé d'élire le président de la métropole.

La présidence de la métropole représente un autre maillon important de la métropole de par son rôle qui est de préparer et d'exécuter les délibérations de l'organe délibérant.

On retrouve enfin les communes qui constituent la métropole et les conseils de territoires. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 confère à ces derniers deux rôles dans l'agencement de la métropole : Exercer d'importantes compétences opérationnelles de proximité par délégation du conseil de la métropole et être des instances consultatives.

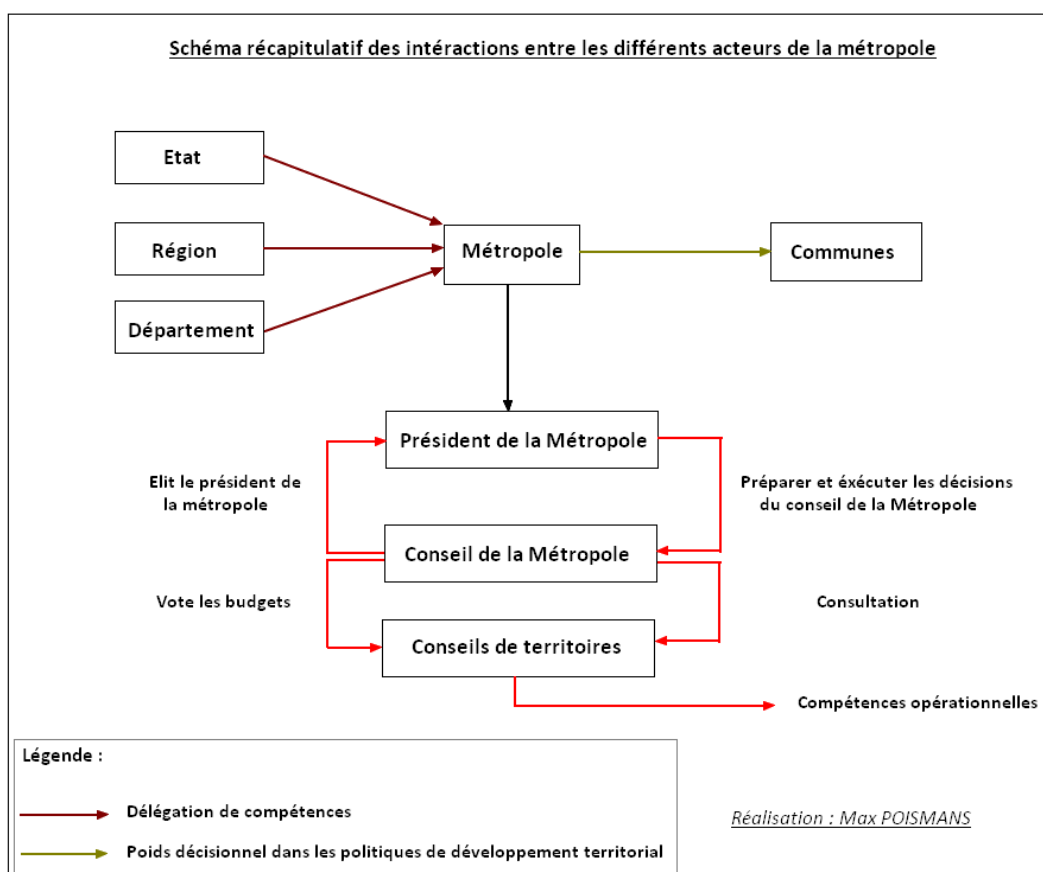


Figure 4: Récapitulatif des interactions entre les différents acteurs de la métropole

Il ressort de l'analyse du fonctionnement de la métropole que cette dernière a été pensée pour qu'une communauté urbaine ait une autonomie et une gestion plus poussée qu'un EPCI classique de par un panel de compétences élargi et des institutions repensées. Il semble ainsi que dans sa déclinaison à Tours, la métropole pourrait être un atout pour le développement économique à conditions de laisser des aménités politiques de côté et de conserver une cohérence sur le territoire grâce à une proximité des acteurs comme nous allons le voir dans la dernière partie.

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

5. La construction intercommunale à Tours

Tours est l'exemple illustratif que nous avons choisis pour notre étude de cas. Il convient ainsi de contextualiser les choix et les orientations qui ont précédés la candidature au passage en métropole de manière à comprendre cette intercommunalité.

a. Historique et contexte

Dans notre apport théorique de la première partie, nous avons souhaité apporter des éléments clés pour fixer le sujet général et nous allons en faire de même pour le cas de Tours. En effet, nous travaillons sur un sujet d'actualité et il nous semble donc primordial de définir l'évolution de la construction métropolitaine. C'est pour cela que nous avons souhaité mettre en avant de manière claire un historique mais également de montrer comment l'aire urbaine de Tours a une influence sur son territoire.

Vers la fin de l'année 2015, Louis le Franc préfet de département adresse un courrier à M. Briand président de l'agglomération. Ce courrier est une feuille de route pour devenir métropole. Ce statut convainc les élus dans une mesure supérieure au passage initial en communauté urbaine. Il a déclaré *“C'est le meilleur moyen pour voir Tours retrouver la place qui était la sienne il y a 25 ans, quand elle faisait jeu égal avec Montpellier ou Grenoble.”* (La nouvelle république A, 2016). Cela ferait ainsi échos aux récentes réformes territoriales comme la loi Notre ou la fusion des territoires du département. Le bénéfice qui a été identifié serait pour Tours de discuter directement avec les grands, à la table avec l'état et la région mais aussi de bénéficier d'un budget de 7 millions d'euros supplémentaire. En effet, on voit déjà les intérêts que le territoire aurait à en tirer avec par exemple la possibilité d'attirer des investissements dans quelques secteurs stratégiques comme les routes et moyens de communications (tramway), l'université (recherche), le milieu médical (CHRU, matériel haute performance) ou le tourisme (Torre, 2016). Le tout se fera en prenant de nouvelles compétences à l'État, à la Région, et au Département.

Au niveau de la politique territoriale, la gouvernance ne changera pas avant les municipales de 2020. Il faudra passer de 55 à 82 élus communautaires, dont 38 pour la seule ville de Tours soit une hausse du nombre d'élus non négligeable au conseil communautaire.

La délibération du conseil communautaire du 5 avril 2016 a approuvé à 21 sur 22 l'ambition de devenir métropole. Suite à cela une délégation est partie à Paris pour en discuter à Matignon. Le représentant de la commune de Saint Pierre des Corps a adopté seul une position en recul sur le dossier.

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

Le 23 Juin 2016, en marge du 36ème Congrès de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) ayant lieu à Tours, le ministre délégué aux collectivités Jean Michel Baylet a clairement déposé que le débat n'est pas d'actualité pour Tours qui ne répond pas aux critères législatifs. En effet, le territoire devait initialement compter plus de 400.000 habitants et faire partie d'une aire urbaine de plus de 650.000 habitants. Or, Tour(s) Plus a une autre vision de ces règles et affirme pouvoir postuler au titre d'un bassin d'emploi de 400 000 emplois. Cela fait échos à l'avis également défavorable du préfet de région (La nouvelle république B, 2016).

Le conseil départemental accepte le 13 Juillet 2016 de se séparer de certaines de ses compétences essentiellement sociales (fonds de solidarité pour le logement, aides aux jeunes en difficulté, actions de préventions spécialisées auprès des jeunes et des familles en difficulté), au profit de la "future métropole", l'objectif étant de faire "comme si". Le président, Jean-Gérard Paumier a d'ailleurs déclaré : « *Plus personne ne conteste que le département avait besoin d'une locomotive et que cette locomotive ne pouvait être que l'agglo.* » (La nouvelle république B, 2016).

Le 6 octobre 2016 Jean-Vincent Placé fait une nouvelle déclaration : « *Je n'ai pas à me substituer à Bernard Cazeneuve. Il n'y a certes aucune décision de prise officiellement mais je peux vous dire que le dossier avance* ». (La nouvelle république C, 2016). En parallèle, les structures innovantes de l'économie tourangelle continuent de s'associer pour espérer remporter le label métropole french Tech.

Enfin, le 1 janvier 2017 sera le jour où nous serons fixés sur l'adoption ou non par Matignon du statut de métropole pour Tours.

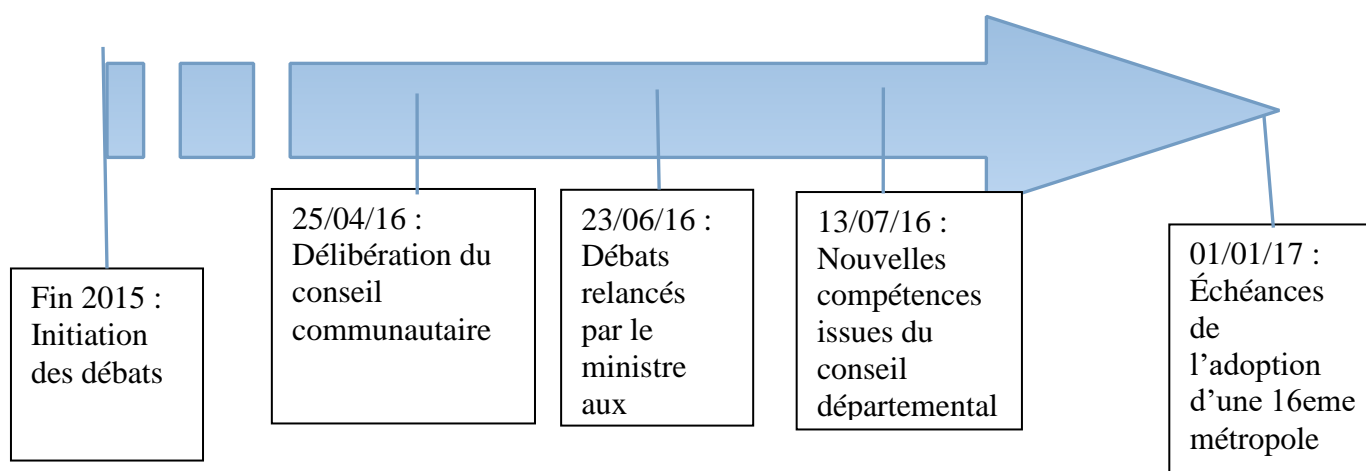


Figure 5: Schématisation de l'historique des débats et de la ligne temporelle du processus politique d'inscription métropole - Réalisation : LEMAIRE Gaëtan

La construction métropolitaine s'est donc constituée de manière récente. Les débats ne cessant d'évoluer nous permettent de venir positionner notre travail en complément direct des informations présentées dans la première partie et c'est après avoir défini cette ligne du temps que nous avons souhaité parfois apporter des éléments hypothétique dans le cas possible ou Tours adopterait le statut ou non en 2017 lors de notre étude.

On peut ensuite se pencher sur l'aire politique et décisionnelle pertinente que la future métropole a sur son territoire. Le but ici est de montrer jusqu'où les retombés métropolitaines sont susceptibles de se faire sentir qu'elles soient bénéfiques ou non.

On propose de partir des deux unités fondamentales dont Tours est au centre en Indre et Loire. Le bassin de vie ainsi que l'actuel territoire de la communauté d'agglomération. Le bassin de vie de Tours dépasse largement les frontières de l'actuel EPCI. Le bassin de vie correspond à une surface de 2 124 km² tandis que l'aire urbaine de Tour(s) Plus mesure bien moins avec 1 806,98km² (INSEE, 2010). Il y a en effet, une grande attractivité de la ville et de l'EPCI en général sur le département. Ainsi, avec 95 communes et 411 960 habitants c'est 75% du département qui est englobé par le titre de bassin de vie. Ces différences sont illustrées sur la carte ci-dessous où on voit une nette différence.

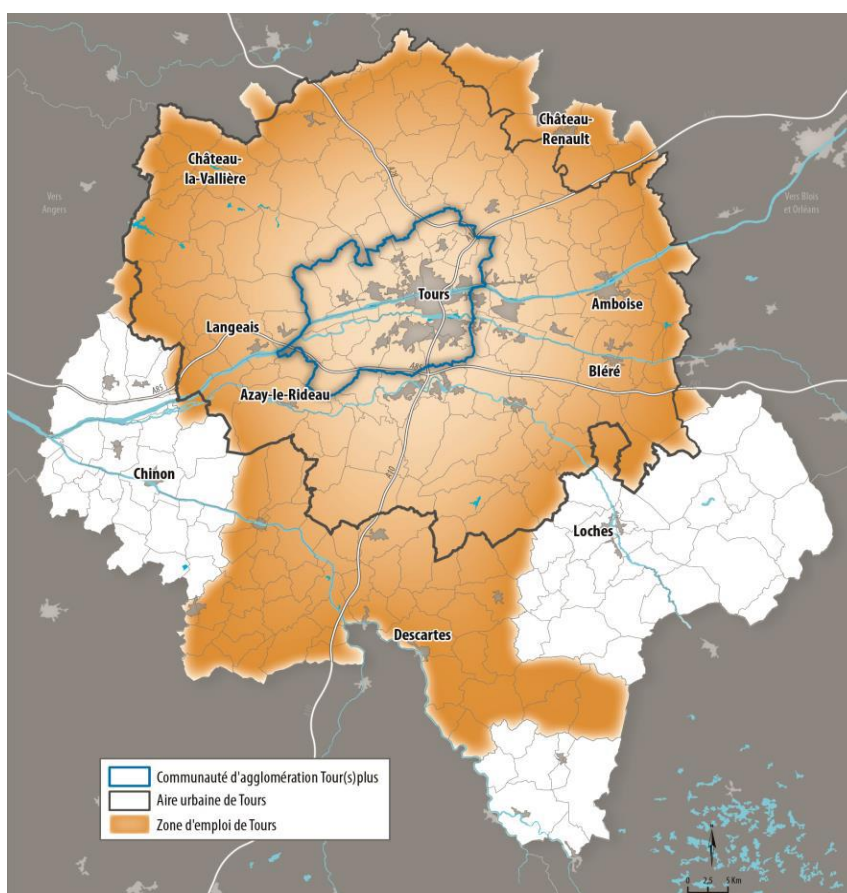


Figure 6: Les périmètres d'influences de Tours – Sources : Tour(s) Plus - Source: INSEE RP 2013

Par ailleurs, l'agglomération des 22 communes pèse quand à elle pour "seulement" 278 023 habitants (INSEE, 2009). En terme socioéconomique le bassin de vie couvre 90% des actifs et témoigne d'un relatif dynamisme de la ville centre qui draine également 13% des actifs d'autres bassins comme le montre le graphique ci-dessous :

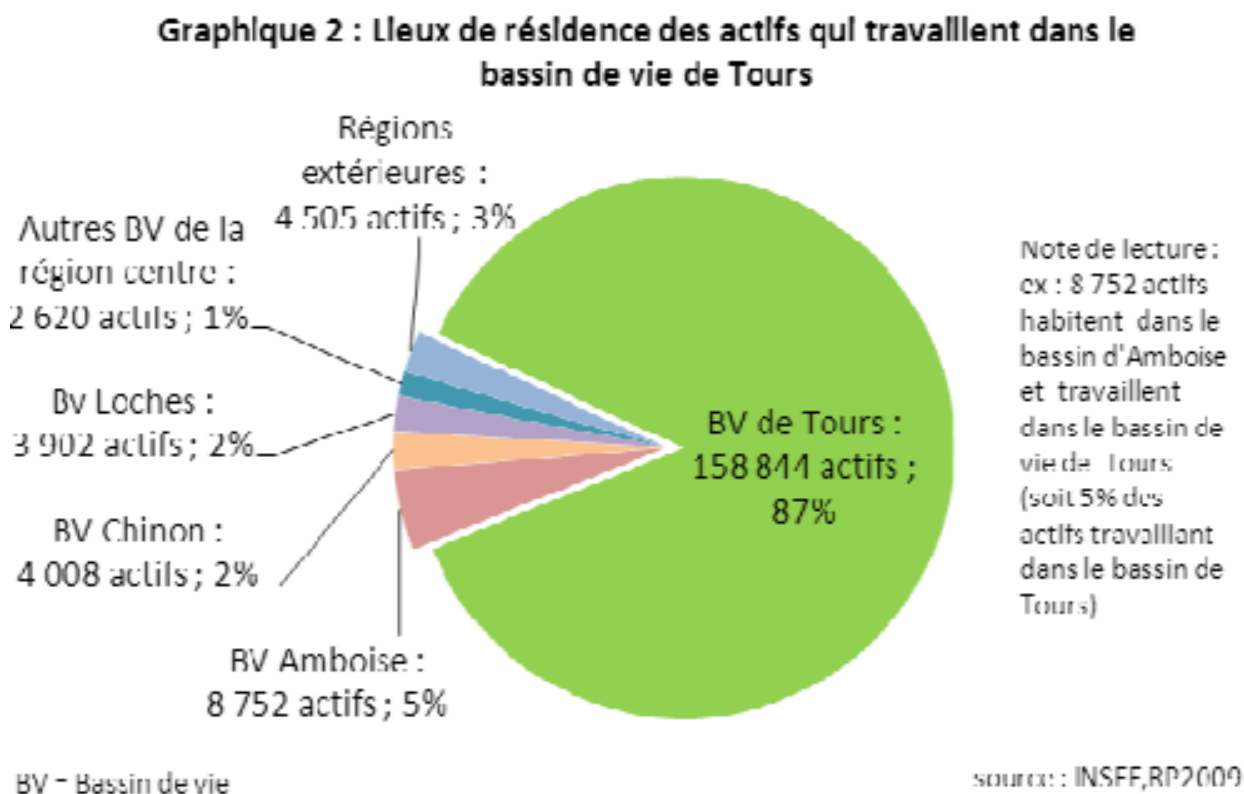


Figure 7: Lieux de résidence des actifs qui travaillent dans le bassin de vie de Tours - Source: INSEE RP 2009

Une autre étude permet de montrer que Tours a une influence en dehors de son unité urbaine. Cette dernière a été menée en 1975 par Claude Moindrot dans Espace géographique. Travail historique mais remarquable, il nous montre clairement que l'attractivité du centre du bassin de vie structure le territoire depuis plusieurs années comme on peut le voir sur la carte ci-dessous. Il utilise la délimitation des aires d'influence métropolitaine par un modèle de gravité (Moindrot, 1975).



Figure 8: Carte des limites des aires de gravité des métropoles du centre ouest - Sources : Moindrot, 2005

On distingue en effet, au sens de Moindrot et de sa méthode exprimée en Reuilly, que Tours développe une importance considérable sur un vaste territoire, plus grand que ces voisins du Mans ou d'Angers et qui dépasse les limites de son département.

Cela peut s'expliquer par le fait que Tours bénéficie d'une position géographique avantageuse avec des axes de communications (train et route) vers la capitale et les grandes villes françaises. Ainsi, les infrastructures routières et ferroviaires sont structurantes (Paris-Nantes-Bordeaux notamment), comme le montre la carte schématique ci-dessous (Tour(s) Plus, 2016) et il apparaît que Tours représente également un carrefour régional vers Orléans et départemental avec Amboise, Loches et Chinon.

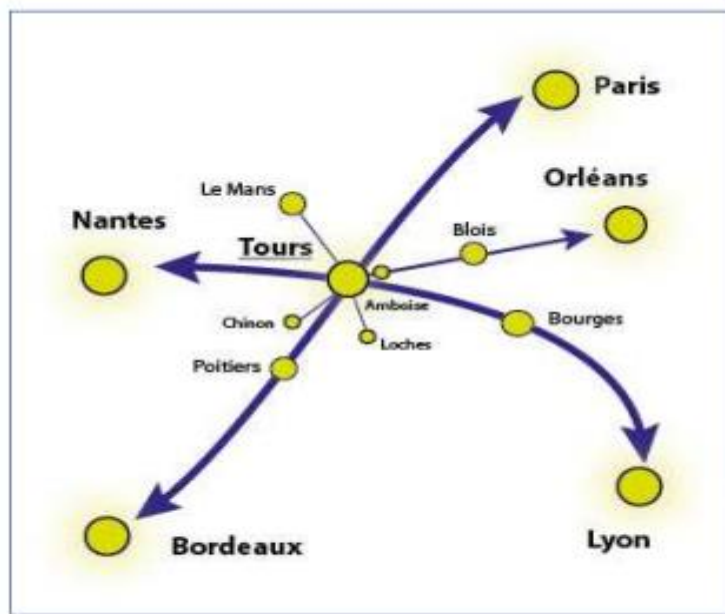


Figure 9: Tours, une position géographique avantageuse - Source: Tour(s) Plus 2016

Qui plus est le bassin de vie tourangeau dispose d'un cadre de vie reconnu internationalement (Val de Loire, patrimoine mondial de l'Unesco). S'étant déjà doté d'équipements de pointe pouvant accueillir des événements majeurs tels que le centre des congrès ou le parc des expositions. Son autre avantage est son nombre important d'étudiants avec environ 30 000 étudiants (plus de la moitié de la population étudiante inscrite en région) (INSEE, 2016). Reconnu également pour la qualité de son offre de transport en commun (meilleur réseau bus et tram de France 2015) (Ville, Rail et Transport, 2015).

Ces facteurs ont notamment permis à Tours de développer son offre d'emploi par l'intermédiaire de grandes entreprises, des pôles de compétitivité (élastopole, cosmétique valley) ou de grosses instances de la sphère publique. C'est notamment le cas du centre hospitalier régional universitaire de Tours qui emploie presque 9000 salariés ou de ST microelectronics sas pour le secteur privé qui a une taille d'environ 2000 salariés. Toutefois il est important de noter que dans ce cas et d'autres du secteur privé, l'organe décisionnelle de l'entreprise n'est pas présent directement sur le territoire. Cela peut être perçu comme une limite pour des contacts de partenariats de types publics/privés. Par ailleurs, en termes de richesse de population, le revenu fiscal médian par unité de consommation du bassin de vie de Tours est de 19 514 euros. Ce revenu est de 758 € de plus qu'en région Centre (INSEE, 2010).

Enfin, comme de nombreuses agglomérations françaises, la majorité des activités se sont « tertiairisées » (Schreiber, 2011) et Tours est un pôle de commerce sur le territoire comme nous l'avons dit précédemment. De manière à étayer nos propos, nous avons vu que la zone de chalandise des pôles

commerciaux de l'agglomération comprennent presque tout l'Indre-et-Loire et s'étend même au-delà (Loir-et-Cher, Maine-et Loire, Sarthe) notamment pour les produits non alimentaires (Tour(s) Plus, 2016).

On pourra ainsi conclure que la réflexion métropolitaine de Tours n'aura pas seulement un impact sur l'actuelle aire urbaine mais comprend bel et bien un territoire voir même une zone que l'on pourrait qualifier d'hinterland. En effet, cette notion correspond comme nous l'avons vu à un "espace dans lequel la collecte et la distribution des marchandises s'effectuent" (Lavaud, 2007). La volonté de devenir métropole est apparue très récemment. Cela peut être une limite pour notre étude cependant nous sommes attachés à continuer de borner le sujet pour ensuite pouvoir définir des variables analytiques. Dans la construction du débat actuel Tours essaye d'affirmer son leadership et cela notamment par un développement de son économie, ce qui nous semble être un élément important.

C'est pour cela que nous avons souhaité analyser plus en détail les déterminants économiques et de valorisation qu'aurait Tours dans son processus de métropolisation (au sens de l'administration française).

b. La configuration socio-géographique

Cette partie a été réalisée en partant d'une hypothèse simple : La configuration géographique a un effet sur la mise en place de l'intercommunalité et sur les dynamiques économiques par l'intermédiaire de différentes variables que nous nous attacherons à identifier. Nous avons souhaité la qualifier sous une double dénomination en partant du principe que géographie et "société" du territoire étaient intimement liées et influençaient les politiques de développement.

i. Des variables internes

Dans cette première partie on considère les variables internes comme des facteurs de répartitions qui pourraient être significatifs à l'intérieur même du territoire d'étude. Lors de la réunion du SCoT du 04/11/2016 madame Valérie Sécheret, directrice du pôle développement économique de Tour(s) Plus faisait le constat que la majeure partie des activités créatives de richesses et notamment du secteur tertiaire se trouvaient dans le centre de la métropole et qu'il y avait des possibilités d'implantations en marge directe avec l'enveloppe urbaine. Toutefois l'espace rural environnant ne semble attirer que pme et pmi. Dans la métropole en devenir de Tours il semble donc avoir un facteur centre périphérie voir urbain/rural très marqué. Cela se retrouve également dans de nombreuses agglomérations. Ce constat est souvent liée à cette "Image désormais classique pour opposer des ensembles sociaux, territoriaux,

économiques dominants à d'autres dépendants et dominé alors qu'"Ils ne prennent sens que dans la relation dialectique qui les unit." (Nadine Cattan, 2006). Dans un second temps, les axes de communications évoqués brièvement dans la partie de contextualisation semblent également avoir une importance déterminante. Lors du débat initié par Mme Sécheret sur ce sujet au sein de la même réunion, la maire de St Pierre des Corps tient à mentionner que la proximité immédiate de la gare TGV est un facteur attractif pour les investisseurs mais que le foncier disponible est difficilement aménageable à l'heure actuelle. Le conditionnement du foncier disponible à proximité de nœuds de transports semble donc être un enjeu dans le développement de l'activité économique métropolitaine. Si la Touraine possède en effet une étoile ferroviaire notable, une autoroute qui marque l'organisation de son territoire et des activités tertiaires majeures alors il convient donc d'initier une démarche de développement importante via ces leviers.

En terme de "société" que nous introduisons précédemment il nous a semblé important de rappeler que sur le territoire il y a un véritable effet de "rapport à la nature" dans le patrimoine ligérien. Le cadre de vie peut permettre de fixer la population du territoire car il est attractif pour les étudiants, les retraités et les actifs. Mêler ainsi un territoire de production (attirer par un foncier peu chère et un cadre de vie agréable, intégrer des étudiants dans la vie active locale) et de consommation (économie présentielle) représente donc un enjeu de taille pour le développement économique de la future métropole. Au niveau de l'économie présentielle qui nous le rappelons touche la consommation des résidents d'un territoire mais aussi celle des personnes présentes provisoirement sur ce territoire ; Deux de nos interlocuteurs au cours de cette étude que sont Jérôme Baratier et Christophe Demazières nous ont d'ailleurs rappelé chacun que ce type d'économie est à prendre en compte car est vecteur de richesse pour des territoires comme Tours et qu'elle a été jusqu'à ce jour largement ignorée (Davezies, 2001)

Enfin l'aspect de gouvernance semble fondamental car les tourangeaux se doivent d'être inscrits aux débats concernant leur cadre de vie et le développement métropolitain en général.

ii. Des variables externes

Par ailleurs, la configuration géographique des EPCI alentours et de l'espace rural nous a également semblée importante car la relation ville campagne et métropole couronne d'EPCI est aussi à prendre en compte. Nous l'avons vu précédemment, les enjeux liés à ces variables externes sont ceux d'une efficacité accrue mais aussi d'une logique territoriale indéniable. En effet, l'urbain ne peut se faire sans le rural et le cœur métropolitain ne doit pas créer des "déserts" chez ses voisins de territoire. On cite ici les propos de Thibault Coulon adjoint au maire de Tours sur les questions de développement économique lors des travaux de Pauline Hubert sur les stratégies des villes intermédiaires face aux enjeux métropolitains :

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

« Ici nous avons une particularité par rapport à d'autres territoires voisins, c'est que nous avons une seule grande ville; Tours. Le Loir-et-Cher est plus bipolaire avec Vendôme et Blois. La ville d'Amboise est dynamique, Loches et Chinon aussi, mais seule Amboise a un développement économique qui progresse. Donc plus vous faites grossir Tours pour atteindre cette vision métropolitaine, plus vous prenez le risque de créer un désert ailleurs. Notre vision n'est pas de donner à Tours tous les pouvoirs pour créer un désert dans le reste de la Touraine. C'est ce que nous reprochions à la vision métropolitaine précédente. Quand nous avons fusionné avec la Communauté de Communes de la Confluence, nous avons récupéré une partie du Vouvrillon pour faire grossir l'agglomération et atteindre cet objectif métropolitain, mais parallèlement nous avons profondément déséquilibré des Communautés de Communes qui existaient et qui se trouvent aujourd'hui en grande difficulté. Il y a des effets secondaires pervers, il faut que nous trouvions un projet qui fait que Tour(s)Plus accélère en tirant le reste, et non au détriment du reste. Ainsi, nous avons signé en début d'année une convention entre la Communauté d'Agglomération de Tours et la Communauté de Chinon pour prévoir des actions communes et essayer d'expérimenter un mode de fonctionnement en réseau que l'on souhaiterait étendre à Loches et Amboise. Nous voulons un projet où l'on développe toute la Touraine ». (Coulon, 2014).

Cela est d'autant plus vrai en Touraine où il y a une volonté des autres acteurs que ceux du territoire proche de Tours d'être impliqués dans la construction métropolitaine. Comme l'a dit Monsieur Escaut, président de la CC Val de l'Indre *"ce renforcement de l'attractivité du territoire aura un impact direct"* (Tour(s) Plus, 2016), ce qui montre une prise de conscience des retombées larges et donc des partenariats à fournir en cas de métropolisation pour assurer un développement homogène du/des territoire(s). Par ailleurs, le SCoT qui recouvre une aire plus large que l'EPCI actuel de Tour(s) Plus pourrait être en complément, via une planification solide, un outil pour équilibrer ce développement et le rendre cohérent notamment pour l'agriculture et les thématiques de production avec le territoire rural proche que nous citerons également plus en détail plus tard dans ce document. On peut par ailleurs également ouvrir notre réflexion sur les axes de développements bénéficiant à la métropole à l'échelle plus large avec notamment l'axe Tours - Orléans qui pourrait être structurant d'après certains acteurs. C'est la position de M. Bonneau pour la région qui a déclaré en marge du débat propre à la métropole orléanaise *"Orléans n'a justement pas envie d'avancer seule et, pour que la Région rayonne, il faut que sa capitale régionale rayonne ; le statut de métropole le lui permettra."* Olivier Carré complète : *"C'est bien pourquoi je compte bâtir ce pôle urbain avec mes collègues de Blois et de Tours."* (La nouvelle république C, 2016). Sans prendre parti pour une échelle particulière dans ce rapport, on rappelle qu'il consiste à décrire les bénéfices pour le développement économique des métropoles en devenir, toutefois on constate que cet axe se lève dès lors que les deux villes y trouvent intérêts comme avec la marque *"géographique"* french Tech Loire Valley. On reviendra par ailleurs sur cette thématique pour laquelle la métropole a des ambitions marquées pour son

futur développement économique. Enfin, bien entendu et comme nous l'avions vu lors de notre état de l'art, en cas de métropolisation une position serait envisageable auprès des décideurs de niveau régional (le lieu majeur du développement économique) ou national pour de grands projets.

Comme nous l'avions supposé initialement il y a géographiquement et socialement des facteurs internes au territoire comme les infrastructures et le cadre de vie mais également externes au développement de la métropole que Tours comme les relations avec des acteurs extra territoriaux. Une métropole constitue le point d'ancrage d'un territoire et décide pour beaucoup de ces orientations. Il convient donc d'assumer des responsabilités avec sa directe périphérie. Le développement d'une économie forte se basera a fortiori sur des thématiques structurantes à différentes échelles en adaptations directes avec les acteurs de son territoire. C'est justement ce que nous allons chercher à mettre en avant dans la prochaine partie.

Objet d'étude

Etant un sujet vaste, il est important de tourner notre analyse sur un objet de recherche plus recentré.

Comme énoncé dans la partie précédente, notre sujet traite des « nouvelles » métropoles. C'est un sujet qui s'inscrit principalement dans le domaine politique puisque les métropoles naissent généralement suite à une volonté commune des élus de travailler à plus grande échelle. C'est également un sujet qui traite les aspects économiques, sociaux, juridiques, culturels et démographiques et en font ainsi un sujet transversal. Avec la pluridisciplinarité d'un tel projet et le temps qui nous est imparti, nous avons donc fait le choix de nous concentrer sur l'aspect de développement économique au sein des métropoles nouvelles.

A travers ce qui ressort des parties précédentes, on peut alors s'interroger sur la problématique suivante : La création de métropoles qui tend à se banaliser en France peut-elle apporter un intérêt particulier pour le développement économique des EPCI concernées ?

Pour répondre à cette problématique, nous avons dégagé trois hypothèses qui seront étudiées avec le cas d'étude de Tour(s) plus qui prétend au statut de métropole :

- L'adoption du statut de métropole permet d'avoir un plus grand champ de compétences avec des répercussions bénéfiques sur la cohérence de son développement d'activités économiques
- Les variables locales de l'agglomération tourangelle, notamment en termes de marketing territorial et de place de ville intermédiaire, favorisent l'émergence d'un projet de territoire
- L'adoption du statut de métropole entraîne une fracture entre les stratégies économiques globales et locales. C'est à dire à l'échelle métropolitaine et communale.

Nous allons donc tenter d'apporter des éléments pour valider ces hypothèses au cours des développements suivants de manière à voir si en termes de développement économique les métropoles nouvelles dont le cas de Tours sont à même d'améliorer leurs gouvernances et l'utilisation des ressources de leurs territoires ou alors sont soumises à des limites notamment spatiales.

II- *L'intérêt de devenir une nouvelle métropole pour le développement économique*

Nous nous attarderons dans cette partie sur les différents leviers de développement économique que le statut de métropole est susceptible d'apporter, notamment d'un point de vue financier, humain et institutionnel. Ces derniers points nous semblent en effet être à la base de différentes stratégies métropolitaines propres au développement économique.

1. Développer une capacité financière garante d'une stabilité économique

Il nous est apparu que le statut de métropole permet dans un premier temps de se positionner défensivement dans la conjoncture économique actuelle. En effet, ce changement d'échelle a pour objectif d'anticiper la diminution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) en obtenant des financements supplémentaires. Ces rentrées d'argent représentent donc un atout défensif majeur comme il est possible de le voir dans l'encadré ci bas. En effet, elles permettent de mobiliser des capacités opérationnelles et d'investissements supplémentaires nécessaires au développement territorial de la métropole de manière à conserver une attractivité et un tissu économique sur cette dernière. C'est d'ailleurs en ce sens que Christophe Demazières a évoqué le modèle "tourangeau" (Hubert, 2014). Nous rejoignons son avis dans le fait qu'actuellement Tours est une ville "intermédiaire" qui se développe plus lentement que les grandes métropoles françaises mais qui de par sa taille moyenne et ses atouts de territoire tend à adopter une stratégie de conservation des emplois locaux. De ce fait, par le statut administratif de métropole elle pourrait continuer de stabiliser son économie locale au-delà d'une attractivité forte qu'il convient de mener de front avec les autres métropoles françaises comme nous allons le voir plus loin.

L'aspect particulier du financement

Avec la Métropole, c'est une dotation supplémentaire de 7,5 millions qui tombera directement chaque année dans les caisses tourangelles provenant de l'Etat. Il y a ensuite le contrat Plan-Région 2015-2020, qui est un document par lequel « *l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir* » (Gouvernement Français, 2014). Ce contrat représente 362 millions de l'État, 468 de la Région. En obtenant le statut de métropole, Tour(s) Plus augmenterait ainsi son poids dans ce contrat et pourrait donc recevoir des financements

Figure 10: Détail sur le financement métropolitain

2. Développer l'attractivité du territoire

Le statut de métropole permet ensuite d'adopter une stratégie que nous souhaitons opposer au terme de défensif proposé précédemment. Ainsi nous pensons qu'en termes d'attractivité économique la métropole nouvelle serait capable de franchir un cap et d'adopter une réelle stratégie « offensive ». Elle pourrait se traduire par le passage à une structure plus à même de porter des projets, via l'obtention de nouvelles compétences par exemple et d'avoir une meilleure marge de manœuvre dans la mise en place d'objectifs économiques par différents leviers que nous avons identifiés.

a. Politiques économiques et financières communes

Par l'intermédiaire de la métropole, il est possible de donner aux communes des moyens de concrétiser des projets qu'elles ne peuvent aujourd'hui pas supporter car souvent trop lourd et trop coûteux.

En effet, de par ses nouvelles institutions, le statut de métropole offre de nouvelles opportunités pour le principe de péréquation. C'est un mécanisme de redistribution financière qui vise à réduire les écarts de richesse, et donc les inégalités, entre les différentes collectivités territoriales. Il existe deux mécanismes de péréquation s'appliquant aux collectivités territoriales (Agnelotti, Cabeli, Jabaud, Zuliani, 2016):

- la "péréquation horizontale" s'effectue entre les collectivités territoriales et consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités les plus "riches" ;

- la "péréquation verticale" est assurée par les dotations de l'État aux collectivités. La dotation globale de fonctionnement en est le principal instrument.

Avec l'adoption du statut de métropole, un territoire métropolitain possède davantage de liberté dans la mise en place et le développement d'une péréquation horizontale. En effet, comme vu précédemment, une métropole a la possibilité d'instaurer une dotation de gestion du territoire par le biais du conseil de territoire (voir partie sur le statut de métropole) qui permettra d'unifier les dépenses et la gestion budgétaire de l'action économique.

b. Augmentation des possibilités matérielles et humaines

La récupération des moyens humains, financiers et matériels liés à l'assimilation de certaines compétences (Etat, région et département) permet aux métropoles de bénéficier des services de ces dernières. Ces moyens se focalisent essentiellement sur les finances, l'aspect juridique, ressources humaines, l'urbanisme et sur l'appui de plus nombreux techniciens et ingénieurs qui élaborent des expertises et des études. Les communes ont ainsi accès à un savoir-faire juridique et technique qu'elles n'auraient pas sans la métropole.

c. Les outils de marketing territorial et leurs impacts

Dans une époque où les territoires sont en compétition à l'échelle mondiale pour attirer les emplois, les richesses, les compétences et les entreprises, la question du marketing territorial suscite un intérêt certain pour les politiques publiques et pour les acteurs privés.

On définit le marketing territorial comme étant « *l'effort collectif de valorisation et d'adaptation des territoires à des marchés concurrentiels pour influencer, en leur faveur, le comportement des publics visés par une offre dont la valeur perçue est durablement supérieure à celles des concurrents* » (GOLLAIN, 2013). La compétition met bien entendu en avant les notions de poids des équipements, de poids démographique et de concentration des fonctions stratégiques. Cependant on observe qu'elle se joue de plus en plus sur l'image, sur la capacité d'un territoire à se distinguer, à attirer l'intérêt d'autrui. On parle alors d'identité territoriale (SPERLING, 1995).

Fort de ce constat, nous pouvons nous demander quelle est l'identité de l'agglomération tourangelle ? Quels sont ses singularités pouvant, dans le cas de l'obtention du statut de métropole, lui permettre d'attirer des investisseurs ?

Pour répondre à ces questions nous avons souhaité faire un rappel général dans l'encadré ci-dessous, dans le même temps, nous allons tout d'abord discuter du label métropolitain car celui-ci représente une réelle spécificité de territoire. Le label métropolitain représente une véritable opération de marketing territorial et donc une source d'intérêts pour les acteurs économiques et de rayonnement pour un territoire. Entre autre, le label "métropole" donne accès à une visibilité élargie tournée vers l'international et constitue donc l'occasion de repenser une réelle stratégie de marketing territorial pour attirer dans un premier temps les entreprises et les investisseurs.

L'agglomération tourangelle, une identité locale forte

Dans le cas de Tour(s) Plus, la dimension internationale du label est renforcée par la volonté des élus d'utiliser le terme « Loire Valley » en anglais pour nommer la nouvelle métropole de l'agglomération tourangelle. En effet, cette appellation renvoie à un point géographique touristique connu en France et dans le monde entier.

Cette notoriété est due d'abord aux qualités urbaines et environnementales. En effet, le capital historique et naturel lié à sa situation géographique sont bien présents. Il y a le Patrimoine mondial de l'humanité UNESCO pour la Loire. Ce cadre de vie de qualité est par ailleurs reconnu et récompensé par diverses labellisations. La ville centre est ainsi "ville d'art et d'histoire", "4 fleurs" et "fleur d'Or", labellisée "bien vieillir-vivre ensemble".

D'un point de vue opérationnel, l'agglomération tourangelle possède également des atouts ayant une notoriété reconnue. En effet, pour un grand nombre de spécialistes de la mobilité, le tramway de Tours (mis en service en 2013) est l'un des équipements de transport le plus avancé d'Europe. Ceci s'explique par la « vision globale » et d'intégration du projet dans son contexte territorial. Ce projet a obtenu des récompenses à l'échelle mondiale notamment en octobre 2013 par le 1er prix dans la catégorie « Fournisseur » du « Light Rail Awards » et une nomination au 60e Congrès mondial de l'union internationale du transport public à Genève en 2013.

Figure 11 : Détail sur l'identité locale du terrain d'étude

L'objectif de développer le marketing territorial est, dans un second temps, d'attirer ce que R. Florida nomme la « classe créative » qui se compose d'une population urbaine, mobile, qualifiée et connectée directement impliquée dans des secteurs d'activités à forte valeur ajoutée (avocats, ingénieurs, cadres, banquiers, ...). Il présente dans son livre «The Rise of the Creative Class» comment une ville à la capacité à

attirer cette catégorie de population qui est le moteur du développement économique et de l'innovation. Il montre que cette population est attirée par les zones urbaines au fort marketing territorial dont elle renforce encore leur attractivité. Ainsi se crée un cercle vertueux, le talent attirant le talent, mais aussi les entreprises, le capital et les services.

Au travers de l'identité territoriale, le marketing territorial représente ainsi par l'intermédiaire du label métropolitain un moteur de développement économique permettant d'attirer les touristes, intellectuels, classe créative, entreprises, et ainsi les richesses et les emplois.

La métropole peut ensuite favoriser l'insertion et le développement des entreprises par divers leviers directs et indirects. Les pouvoirs publics ont ainsi identifié quatre leviers prioritaires : l'accès aux financements, l'ouverture à l'international, l'anticipation des besoins en compétences et l'accompagnement individuel des PME.

Cependant on remarque que le rôle est davantage tourné vers l'accompagnement des entreprises plutôt que vers la prospection comme nous l'avons vu plus tôt (Agnelotti, Cabeli, Jabaud, et Zuliani, 2015).

Il s'agira donc de mobiliser les ressources nécessaires au montage de projets financiers et de coopération sur le territoire métropolitain, le statut de métropole facilite l'engagement dans différents types de contrats de par sa visibilité accrue. Cela peut se traduire par des contrats de coopération, d'investissement à différentes échelles comme nous l'avons vu précédemment ou la captation d'entreprises et de groupes étrangers. Tous ces éléments étant moteurs pour le développement de l'économie locale par la création d'emplois (Le Gales, 1993).

Aux échelles départementale, régionale et nationale on peut ainsi voir apparaître des programmes de coopération comme le contrat métropolitain qui est un plan Etat Région en partenariat avec la métropole et qui vise à la mise en place de projets relevant de l'enseignement supérieur et la recherche, du numérique, de la mobilité, de la cohésion sociale ou encore de la transition énergétique comme il en est le cas dans le contrat métropolitain 2015-2020 de Rennes par exemple.

Une métropole peut ensuite s'affirmer sur quelques-uns de ces points, nous y reviendront par ailleurs, mais aussi s'affirmer à l'échelle européenne et même internationale par la participation au processus législatif européen. Il est aussi possible d'œuvrer activement au sein de différents réseaux de villes européens et nationaux, en développant des partenariats grâce à des programmes européens et en agissant auprès des pouvoirs publics pour être bénéficiaire des financements européens. Elle peut également prendre position

dans les réseaux généralistes transnationaux (Eurocities, Conférence des Villes de l'Arc Atlantique dans le cas de Rennes, ...) qui consiste à partager des projets où des méthodes de réalisation.

Ainsi, le statut de métropole permet à un territoire de rayonner à une plus grande échelle en s'ouvrant sur le marché international ou plus généralement à la mondialisation grâce à une visibilité renforcée ouvrant les portes à divers programmes de coopération.

Cependant, le développement économique local ne se réduit pas seulement à la gestion de zones d'activités économiques et à la mobilisation d'outils proprement économiques. Nous n'avons pas développé ici toutes les composantes de cette notion qui peut prendre bien d'autres formes, notamment dans l'expression d'un projet de territoire qui sera également développé dans la dernière partie. Autant d'éléments « stratégiques » qui permettent de rendre compte de l'attractivité et du rayonnement du territoire des métropoles à différentes échelles.

Nous avons montré dans cette partie que le statut de métropole représente une réelle impulsion de développement territorial d'un point de vue économique notamment par un marketing territorial renforcé et par des moyens en termes financiers, humains et de compétences accrus. Les nouvelles institutions permettent également de s'orienter vers des modalités plus fortes de coopération intercommunale par la capacité à mener des projets de grande envergure en commun à plus grande échelle mais également à avoir un projet unique de territoire.

III. Les intérêts et limites à devenir métropole dans le cas d'étude de l'agglomération tourangelle

Nous l'avons vu lors de l'apport théorique que Tour(s) plus est un exemple particulièrement concret de métropole nouvelle de par ses ambitions politiques et son contexte de ville intermédiaire. Nous allons donc nous intéresser aux éléments qui pourront conduire ou non à son développement économique en fonction de facteurs de territoires certes mais aussi à des outils propres au nouveau statut métropolitain et donc répondre plus en détail à notre problématique.

1. Encadrement du développement économique par un projet de territoire

Nous avons souhaité, pour faire écho à la partie précédente, savoir qu'est-ce que Tours, en tant que métropole, pourrait mettre en place pour son développement. Ainsi, lors des entretiens que nous avons réalisés et dans les différents documents que nous avons consultés un élément fondamental nous est apparu de manière récurrente : c'est la notion de projet de territoire. Nous allons donc ici conduire une analyse dans le sens du développement économique pour comprendre quel pourrait être ce projet pour le territoire tourangeau.

Tout d'abord, il nous a semblé bon de rappeler ce qu'est un projet de territoire, il se définit ainsi comme suit : "c'est un document par lequel une collectivité définit son avenir en matière de développement et de cohésion sociale, d'aménagement et d'urbanisme, de transport et de logement, de politique de la ville, de politique de l'environnement et de gestion des ressources. Il détermine les actions qui permettront d'assurer le développement et l'aménagement homogène du territoire, partagées par l'ensemble des communes appartenant à la Communauté d'agglomération» (Horizon 2030, communauté d'agglomération de l'Artois, 2016)". Cela nous a toutefois interrogé car le passage à la métropole devrait se baser sur ce projet de territoire. Cependant, les élus ont déjà votés la démarche de passage tout en conduisant d'autres éléments de planification territoriale comme la révision du SCoT pour lequel nous avons pu assister à une réunion d'acteur. Il nous semble donc que cette notion est présente dans la tête des futurs décideurs de la métropole mais que rien à l'heure actuelle n'a été défini comme grandes lignes pour la métropole en développement.

En effet, un projet de territoire doit s'articuler en trois étapes :

Etape 1 : Un diagnostic du territoire pour déterminer les forces et les faiblesses, les risques et les atouts d'avenir pour le territoire.

Etape 2 : Une définition des axes stratégiques qui permet de mettre en évidence des enjeux et des choix d'objectifs prioritaires pour valoriser les atouts et réduire les handicaps.

Etape 3: Des propositions d'actions.

On pourrait dire que les deux premières étapes sont faciles à appliquer par la collectivité qui peut se baser sur des acteurs avec de grandes connaissances comme l'Agence Tours Urbanisme ou la Société d'Équipement Tourangelle. C'est donc à ce moment que les visions politiques et les réalités territoriales se mélangent pour orienter le territoire vers différents projets. Nous n'avons en effet pas pu dégager un projet fédérateur à l'heure actuelle autre que celui de la construction métropolitaine. Monsieur Gatard, représentant de Philippe Briand lors de la réunion du SCoT et maire de Chambray les Tours à son discours d'ouverture rappelle : " il nous faut un projet de territoire". Les actions de ce projet devraient servir à mettre en valeur le patrimoine de la Touraine et combler ses faiblesses. La question que nous nous posons est donc quel projet de territoire serait fédérateur pour l'ensemble de ce périmètre?

De manière à dégager des bénéficiaires urbains et ruraux la relation ville/campagne (Cattan, 2006) que nous évoquions précédemment semble ici encore renforcée. Le président de la communauté du chinonais M. Dupont, l'illustre parfaitement, il dit "... le statut de métropole permettrait à la ville centre de la Touraine de devenir encore davantage un pôle de ressources pour l'ensemble des territoires.". C'est notre entretien avec Emmanuel Denis associé aux débats des acteurs du SCoT qui nous a amené à un premier constat flagrant. En effet, il apparaît que les tourangeaux sont attachés à leur cadre de vie, il y a en effet une "douceur" reconnu dans l'agglomération. Les activités économiques sont sectorisées comme nous l'avons vu précédemment. Toutefois, pour beaucoup il n'y a pas de raison de s'étendre sur la campagne. Il convient donc de penser la métropole de manière intelligente. Monsieur Baratier a eu un discours extrêmement pertinent et qui est susceptible d'ouvrir à d'autres questions pour des travaux ultérieurs sur le sujet. En effet, il est très évident que le développement économique est localisé (Magnard, 2011). Or les espaces productifs sont en mutations et les anciennes zones d'activités du centre (Les atlantes, La riche soleil) ont tendances à périlcliter car les entrepreneurs souhaitent être dans le périurbain avec des locaux neufs. Cela nous pose la question de quel avenir pour ces zones? Doit-on avoir une refonte de notre façon de produire et utiliser des éléments particuliers du territoire pour y intégrer des logements ou à l'inverse

Erreur ! Aucun nom n'a été donné au signet.

concevoir ces zones d'activités en rez-de-chaussée de logements dans des zones inondables par exemple. De nombreuses questions restent en suspens et pourront être débattus ultérieurement. Toutefois nous nous demandons s'il y a ainsi, un projet qui pourrait concilier un développement équilibré des zones économiques et assurer l'innovation. On pourrait répondre à cet enjeu sous la définition d'une métropole smart et vectrice d'une nouvelle ruralité. On entend par là que le thème de l'agriculture et de l'énergie sont également récurrents dans les projets métropolitains et les allocutions des élus tourangeaux. De ce fait, pourquoi ne pas les lier dans un projet de territoire fédérateur. Ce pilier pourrait donc se baser sur des éléments comme la cité Mame et la création numérique avec les entreprises de la french Tech Loire valley. Par ailleurs, le développement d'énergies nouvelles comme l'hydrogène qui est en projet à Isoparc et a retenu l'attention de nombreux acteurs lors de la réunion du SCoT mais aussi le biogaz qui pourrait être produit en zone rural seraient des avantages ingénieux. En effet, la Touraine est en retard sur ces sujets mais les élus considèrent lors des débats communautaires ces éléments comme des enjeux réels d'avenir et dont le territoire semble avoir les ressources pour y répondre. Nous avons ainsi vu que les élus semblent d'ailleurs ouverts à l'agriculture urbaine et aux nouveaux modes de production comme la permaculture. Ils peuvent aussi s'appuyer sur des éléments importants du territoire notamment en termes de recherche et de formation, dont on reparlera plus tard, comme avec l'agro campus de Fondettes. Peu de villes ont encore réussies le pari de l'autosuffisance alimentaire et Tours aurait les moyens de se placer en tant que "métropole" modèle de ce mode de vivre en ville grâce à son hinterland riche et connecté (au sens des réseaux de transports et de communications) que nous évoquions précédemment. L'aspect fédérateur nous a semblé être, au-delà des "filères de développement", l'aspect le plus important. Jérôme Baratier nous a clairement exprimé qu'il est important de "faire métropole" via un aspect de processus et de concertation et nous rejoignons cet avis. En effet à titre d'exemple Tour(s) plus à un budget de 150 millions d'euros et le CHU dispose d'une enveloppe de 500 millions ce qui montre que d'autres structures pèsent plus lourds que la métropole. Par exemple, les projets du CHU sont de mutualiser les sites, ce qui va libérer du foncier. Or, la métropole et les promoteurs seront attirés par ce foncier sans compter sur les habitants qui peuvent être directement impactés par ces modifications d'organisation urbaine. Cet ensemble d'acteurs se doit donc de travailler de concert et cela de manière primordiale pour assurer un développement efficace. Le projet de métropole devra sans aucun doute également composer avec le marketing territorial, que nous avons déjà discuté, d'autant plus qu'il y a un réel potentiel ligérien mais que le manque peut-être d'outils et de méthodes pour valoriser et rendre plus efficace son tourisme par exemple se fait également sentir. Ces propos sont notamment argumentés par un récent rapport de l'OE2T (observatoire économique des territoires de Touraine) qui met en avant par exemple que la Loire à vélo gagne en attractivité (+12% en un an) tandis que dans le même temps les hébergements en gîtes sont en relative baisse (-0.3% par rapport à 2015) (OE2T, novembre 2016). En effet, une autre limite qui peut être mis en exergue et qui impact l'économie du tourisme se base sur un état de fait : les visiteurs passent à

Tours mais s'y arrête peu, le projet de territoire se devra de fixer les touristes et les disperser dans le territoire. Un autre axe de ce projet pourrait être de diversifier l'offre culturelle avec l'agrotourisme, que nous suggérerait également E.DENIS par exemple.

Ce projet de territoire devra enfin permettre d'accompagner les pôles structurants et en expansion du territoire. Ici, il est question de brièvement mettre en avant quels pôles se différencient par rapport à d'autres possibles métropoles en devenir. Le diagramme en barre ci-dessous nous permet donc de mettre en évidence un développement important des prestations intellectuelles qui sont en hausse de 36% représentant 564 emplois contre +17% à Orléans (+175 emplois) pour comparaison. La conception-recherche a également évolué de +30% représentant 680 emplois contre -6% à Orléans (-143), +10% à Nancy (+222) et +7% à Dijon (+210). (INSEE, 2015).

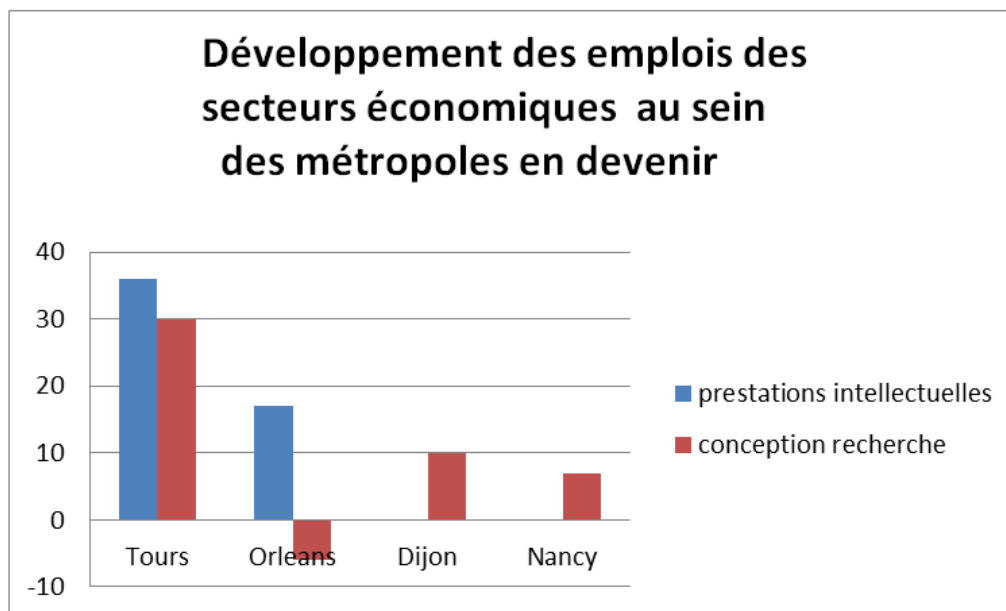


Figure 12: Développement des emplois des secteurs économiques au sein des métropoles en devenir - Réalisation : LEMAIRE Gaetan, Sources INSEE 2015 – Tour(s) Plus

En effet, il est ressortit de la réunion du SCoT que Tours n'est pas une ville industrielle en reconversion mais un pôle tertiaire qui doit se diversifier. Cette diversification pourra s'appuyer sur des acteurs déjà actuellement porteurs de la dynamique de ville comme l'Université. "Le projet tiendra compte et se fera avec l'université précise M. Vendrix, 11-2016". Cette université est en effet importante pour le développement local car pour rappel est la première en région centre et elle ne cesse de croître. En effet parmi les 2400 étudiants supplémentaires en région centre en 2016, 92% arrivent à Tours. La ville devrait d'ici quelques années atteindre l'ambition bien affirmée des 30 000 étudiants. Au cours de la réunion SCoT certains élus se félicitaient d'ailleurs de partenariats entre recherche universitaire et entreprises innovantes sur l'agglomération.

Par cela, la collectivité combinerait ainsi différentes forces de son territoire pour se différencier. Cela vient une fois de plus étayer nos propos sur l'importance du processus de dynamique coordonnée dans l'aire métropolitaine. Le projet métropolitain de territoire nous semble donc être un outil pertinent de développement et au-delà de ça une réelle action pour la métropole nouvelle. Dans le cas de Tours il s'agit probablement de réussir le pari d'une ville jeune et dynamique tout en conservant un cadre de vie et des conditions de travail séduisant les cadres. Il y a donc un double enjeu d'avenir pour ce projet de territoire. Développer des activités innovantes tout en poursuivant le développement actuel résumerai donc ce que nous pensons être une ligne de développement pour ce territoire métropolitain mais il s'agit aussi d'essayer de répartir ces activités de manière constructive et cohérente spatialement pour pallier à des contraintes réellement présentes que nous allons mettre en évidence. Pour ce faire, une gouvernance adaptée pourrait être une solution, c'est pourquoi cette thématique constituera le point suivant de notre étude.

2. Une gouvernance plus adaptée aux exigences économiques

L'économie a été notre porte d'entrée sur le sujet du développement des métropoles nouvelles. Ainsi la gouvernance et la cohérence des orientations du territoire se doivent d'être inscrites dans cette dynamique métropolitaine. Nous avons donc choisis ici de conduire deux analyses sur ce thème qui permettront de répondre à la dernière hypothèse pour laquelle nous n'avons pas encore apporté d'éléments de réponse : L'adoption du statut de métropole permet d'avoir un plus grand champ de compétences avec des répercussions sur la cohérence de son développement d'activités économiques.

Il est donc possible que la modification du statut entraîne une modification de la façon de gouverner. Nous pensons en effet qu'il pourrait y avoir une plus grande cohérence entre décisions politiques et réalités d'acteurs dans le domaine du développement économique.

Nous avons vu lors de la démonstration théorique qu'une refonte des échelons de décisions va de pair avec le passage en métropole. Cela modifie le rapport de force entre les acteurs. Jérôme Baratier lors de l'entretien qu'il nous a concédé nous rappelle que Tours pourra négocier avec l'état mais qu'il s'agit essentiellement de "faire métropole" et d'inscrire dans le processus l'ensemble des acteurs du territoire de manière transversale. Nous souhaitons donc ici identifier certains bénéfices d'un point de vue de la gouvernance et cela de n'importe quelle nature qu'ils soient.

Tout d’abord, il est ressortit de nos entretiens et de notre documentation qu’il y aura à Tours une meilleure représentation des différentes parties prenantes à l’assemblée métropolitaine. Elle se verrait passer de 55 à 82 élus communautaires, dont 38 pour la seule ville de Tours avant 2020. Après cette date il est d’ailleurs fort probable que la métropole soit jointe par les communautés de communes associées du Vouvillon et de l’est tourangeaux plaçant ainsi la métropole au cœur d’un territoire plus large. La gouvernance prendrait donc une taille inédite pour permettre un développement avec plus de ressources et donc plus de potentiels. Lors de notre premier entretien M. Denis nous tenait d’ailleurs des propos en ce sens, que le statut métropolitain apportera un poids plus important à des opinions différentes d’un consensus gauche/droite qui n’initie pas vraiment de débat. Ce fait rejoint les éléments déjà apportés par Mélanie Fortier qui dans sa thèse évoquait déjà ce phénomène. Ce mode de décision est peut-être dû au fait d’une construction intercommunale relativement jeune, faite par J. Germain en 1995 et dont l’image a été associée à la création de Tours plus qui est évoqué (Fortier, 2003). La structure du conseil communautaire apparaît comme articulée autour d’un noyau dur formé par les maires. Ces derniers semblent ainsi souvent distribuer les avantages du regroupement intercommunal par un jeu de “copinage”. Par ailleurs, l’accès aux commissions a semblé également parfois dur pour les autres représentants communautaires qui n’y sont pas toujours conviés et consultés pour proposer des choses et faire remonter certains débats citoyens. Nous avons nous même eu du mal dans la préparation de nos entretiens à accéder aux ressources des conseils et permanences des élus. Ainsi dans cette partie nous avons effectué un réel travail d’analyse de nos ressources documentaires issues de la presse pour n’en sortir que les éléments qui traitent d’un point de vue objectif du développement par le passage en métropole. Notre travail ne s’intéresse pas à la valorisation politique mais à celle du statut de métropole. En effet, nous nous sommes orientés de cette façon car il est évident que le président Briand marquera son mandat en tant que constructeur de la métropole tout comme J. Royer avait été un bâtisseur. Cependant tous avait cette ambition de ville capitale. Cela peut ainsi expliquer la perspective commune des élus au passage de Tours en métropole et dans le cadre de notre étude d’une justification “historique” du passage souhaité en tant que ville centre de la Touraine et de la région dans un objectif de développement.

Toutefois, nous n’aurions pas manqué de rappeler qu’il existe des personnalités politiques qui défendent des avis plutôt tranchés. L’exemple le plus flagrant est la sénatrice de St Pierre des Corps qui a émis un avis réservé au passage en métropole. Nous pensons que cela est dû à la faible représentation du Parti Communiste en conseil communautaire et à la vision de gouvernance “communale” de St Pierre des Corps. Un dernier effet possible serait de permettre de résorber certaines faiblesses propres aux EPCI et que nous avons identifiées sur Tours, notamment en termes de cohérence des zones d’activités. L’année budgétaire 2017 prévoit déjà d’ailleurs 3.3 millions pour le réaménagement de zones d’activités peu attractives et disparates sur le territoire, leurs cohérences et résorber le trou qu’elles génèrent dans le budget en sera

donc un réel enjeu. Un autre bénéfice sera que la métropole aura une image de structure porteuse du territoire et pourra devenir l'interlocuteur privilégié des entreprises mais aussi de tous les acteurs impliqués sur le territoire. C'est ce qui a notamment poussé le département à donner les compétences que nous avons vu dans la partie « Historique et contexte » de manière anticipée à la collectivité, le président du département a d'ailleurs déclaré que "C'est un accord majeur qui a été signé". La Métropole est un enjeu pour la Touraine toute entière. Cet accord représente une première étape qui pourra être suivie par la région et l'état et à terme donnera plus de moyens pour développer la métropole". (La nouvelle république, 2016). On sent ainsi que les décideurs du territoire adhèrent à la démarche métropolitaine. C'est d'ailleurs le préfet de département qui a initié la démarche avec M. Briand et cela en opposition direct sur le sujet avec la ville d'Orléans et le préfet de région. Son point de vue est clair, il déclare : "*Avec la Métropole, on change de dimension*". Avec le statut et les compétences associées la métropole pourra adresser des messages forts et donc faire passer ses orientations en réalité. Un élément notable que nous avons relevé lors de notre entretien va être la capacité de pouvoir investir au capital de sociétés directement et donc avoir un impact et un réel engagement économique.

Notre analyse nous laisse donc à penser qu'avec l'évolution des compétences les intérêts communaux seront sans doute atténués et une véritable gouvernance métropolitaine aura une chance de se dégager.

Ce type de gouvernance est favorable au développement économique. En effet, nous pensons qu'avec une instance de décision plus représentative, avec plus de pouvoirs tout en restant proche des partenaires économiques il est possible de construire une métropole dynamique sur le plan économique à conditions de continuer d'initier les débats et de se tenir à une cohérence de développement.

3. Les points faibles du statut en termes de gouvernance et d'attractivité

Pour notre seconde hypothèse, nous sommes partis du principe que la gouvernance globale pourrait menacer des initiatives de développement local car une échelle large n'est pas toujours une échelle cohérente (Bresson, 2014). Nous allons donc chercher à comprendre et mettre en avant les limites du statut sur la gouvernance et l'attractivité économique métropolitaine.

En effet, le consensus de décision que nous évoquions précédemment pourrait avoir un effet néfaste sur les politiques plus localisées. Nous pensons qu'une limite possible serait donc qu'avec des décisions prises à l'échelle globale métropolitaine les débats ne profiteront pas à des parties isolées du territoire. Par isolé on pense notamment à des zones rurales éloignées ou des villes aux orientations politiques divergentes de la majorité communautaire. On pense donc ici que les répercussions en termes d'image et de connections par

la métropole seraient possibles pour des projets locaux mais que si la métropole entreprend une stratégie offensive comme nous l'évoquions précédemment il y aurait un risque que la ville centre accumule les bénéfices et donc que le projet de territoire laisse une périphérie sans réel avantage. Cela pouvant à terme entraîner des problématiques de fractionnement spatial (activités et classes aisées au centre, zones défavorisées à la périphérie ou encore zones rurales coupées de liens avec le pôle urbain) (Cattan, 2006). On retrouve ces propos lors du débat pour conserver la communauté de communes du Vouvillon. Les élus de cette zone en proche proximité avec l'agglomération tourangelle ont, en effet, un sentiment qu'en rejoignant la coopération économique initiée par Tours elle perdrait sa souveraineté en terme de décision et de répercussions sur son territoire. L'identité et le patrimoine de ce territoire qui se sent en danger étaye donc notre argument. Il est évident que la ville centre a à gagner en regroupant des territoires aux atouts divers (ici, notamment connue pour sa production viticole) et pourrait apporter une structure au territoire notamment en terme d'offre touristique. Toutefois il convient donc de revenir sur cette notion de territoire qui se doit d'être multi scalaire pour assurer le développement économique et le maintien de situations locales favorables aux stratégies défensives et offensives que nous avons évoqué dans la partie précédente. Montpellier est un exemple notable puisqu'elle est une métropole nouvelle, qui a des projets mais ne fixe pas nécessairement les investissements. Cela est notamment le cas dans le choix de Intel de s'installer à Toulouse plutôt que d'accepter l'offre de la capitale de l'Hérault malgré des subventions versées à l'entreprise par exemple (France 3, 2016).

De plus, la métropole représente un enjeu de visibilité nationale. En effet, on constate la banalisation de ce statut à l'échelle de l'Etat. Cela est notamment dû, comme nous l'avons montré précédemment, à une visibilité renforcée et à l'accès à des ressources financières, humaines et institutionnelles supplémentaires. Ainsi, une agglomération « moyenne » comme Tour(s) Plus se doit de participer à cette compétition nationale pour attirer les investissements et poursuivre son développement économique. Comme Pierre Veltz l'énonçait dans une interview au journal Lettreducadre, 2016 « *l'existence de métropoles attractives et rayonnantes n'est pas une option. C'est une question de survie* ». Si Tour(s) Plus ne veut pas être exclue de la compétition nationale, il serait risqué de ne pas suivre les tendances et de postuler à ce statut. Dans cette optique, il existe des dangers dus à sa typologie d'agglomération « intermédiaire ». En effet, on observe que dans la majorité des cas qui peuvent se rapprocher de celui de l'agglomération tourangelle, ces derniers manquent d'originalité en suivant les tendances métropolitaines qui prennent place ailleurs. C'est à dire que la plupart des villes intermédiaires cherchent à se développer économiquement par la volonté de créer des pôles d'activités tertiaires forts sans mettre en place des stratégies ou des projets de territoire qui les distingueraient de la concurrence. Qui permettrait à la ville de se spécialiser et donc de devenir une ville qui compte sans pour autant avoir une taille telle spécialisation importante. En effet, cela rejoint les propos de Gilles Pinson et Hélène Reigner qui ont développé que le contexte mondialisé avait

introduit l'idée que seules les métropoles pouvaient être attractives et que la différenciation leur permettait d'être encore plus compétitives sur le plan du captage des différents flux (Pinson, 2012). Ceci nous ramène à la notion de projet de territoire et à nous interroger sur la position de Tours et sur la stratégie qu'elle souhaite engager par l'impulsion du statut de métropole.

Nous avons montré dans cette partie que de réelles limites existent au développement économique dans une métropole nouvelle. Ces facteurs sont dus à l'importance d'une cohérence des politiques de décision pour le territoire et de leurs spatialités. Nous avons donc également mis en avant un réel enjeu de différenciation et de stratégie que les métropoles nouvelles et les villes intermédiaires sont susceptibles de rencontrer.

Conclusion Générale

Les métropoles nouvelles représentent un enjeu d'actualité pour les territoires. Il apparaît ainsi au vu de notre rapport que ce statut pourrait avoir un intérêt dans l'amélioration du développement économique des territoires concernés.

Dans une première partie théorique nous avons montré que le statut de communauté de commune, bien que pensé pour favoriser le développement économique des territoires, avait des lacunes dans ce domaine. C'est pourquoi nous avons cherché à travers ce mémoire de recherche à regarder si l'échelon supérieur que représente la métropole avait un réel intérêt dans cet enjeu de développement économique, notamment dans le cas d'étude de Tour(s) Plus.

Nous avons ensuite vu dans ce mémoire que le statut de métropole donnait aux agglomérations un pouvoir d'action accru pour mieux coordonner l'action publique et accompagner la dynamique de leur territoire d'un point de vue économique à partir de moyens financiers, humains supplémentaires et d'un panel de compétences élargi. De par une visibilité nationale ou internationale renforcée, ce nouvel échelon ouvre des portes pour le développement économique par la captation d'investisseurs et la possibilité de participer à divers programmes de coopération. Nous avons également fait ressortir dans ce travail qu'il s'agissait d'un processus pouvant lancer une véritable impulsion de développement économique de par la remise en question des acteurs de la métropole aboutissant à l'élaboration d'un projet de territoire.

Cependant, dans le cas d'une agglomération de taille « intermédiaire » comme Tour (s) Plus, l'intérêt de ce statut ne paraît moins évident. En effet, nous avons souligné qu'il était important de favoriser la cohérence des politiques de décision en adéquation avec son territoire et ce qui lui permet de se différencier de ses concurrents. Dans cette typologie de ville il s'agit d'un véritable enjeu.

Pour finir nous avons emprunté les mots de Jérôme Baratier car il semble évident que la mise en place d'une réelle dynamique de développement est liée à la capacité des acteurs à intégrer un processus de dynamique territoriale. Ainsi, un territoire de la même typologie que Tour(s) Plus ne devrait-il pas plutôt chercher à « faire métropole » ? C'est-à-dire, ne devrait-il pas profiter du processus de la métropole comme un propulseur pour engager une nouvelle mécanique. Cela permettrait de redéfinir des stratégies de développement plus ancrées dans son territoire basé sur une douceur de vie active par exemple. Il sera donc intéressant de regarder dans quelques années les évolutions de ces territoires sur le sujet que nous avons évoqué mais également sur d'autres thématiques que nous n'avons pas abordées mais qui sont impactées directement par le passage en métropole. Les métropoles nouvelles sont donc également un enjeu d'avenir pour les territoires de la France de demain.

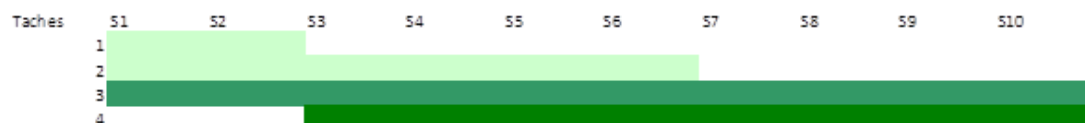
Annexe 1 : Division des Tâches

Récapitulatif des tâches :

	1 Introduction au sujet
1-1	contextualisation
1-2	Problématisation
1-3	hypothèses
2-	Analyse fine
2-1	dégager un domaine à creuser
2-2	mobilisation des acquis bibliographiques
2-3	entretien (prendre rdv en avance)
2-3-1	entretien grille a faire
2-3-2	entretien à réaliser
3-	Apport de réponse
3-1	croisement des données
3-2	analyse et regard critique
3-bis	<i>2+3 pour un nouveau domaine si possible ou jugé intéressant</i>
4-	conclusion
5-	Rapport
5-1	écrit
5-2	oral

Annexe 2 : Planning de travail

	lundi		mardi		mercredi		jeudi		vendredi		à prévoir
	Tache	remarque	Tache	remarque	Tache	remarque	Tache	remarque	Tache	remarque	
S1 [08/10]											entretien possible avec autres métropoles
S2 [17/10]			point tuteur			prise rdv entretiens			2-3-1 2-3-2		
S3 [24/10]		début 2		vacances							
S4 [31/10]							point tuteur				
S5 [07/11]					2-3	entretien tours centre			2	fin 2	
S6 [14/11]	3	début 3					début 4-5		3		prise de rendez vous
S7 [21/11]			point tuteur		3	fin 3	2-3	entretien 2 lions			
S8 [28/11]			4 et 5	point d'avancement						fin 4-5	relecture globale
S9 [05/12]			5	envoyer tuteur			5	remise du rapport	5-2	préparation	
S10 [12/12]					5-2	oral					
S11 [19/12]											
S12 [26/12]											



Annexe 3 : Questionnaire

Quel est votre avis sur l'avantage de Tour(s) Plus à passer au statut de métropole? A qui va réellement profiter le passage, si il a lieu, de Tours en métropole? Quels mécanismes?

L'intercommunalité était au début un échelon transversal aux administrations déconcentré aujourd'hui et plus particulièrement en Touraine pensez-vous que l'intercommunalité est le maillon essentiel, sinon le plus pertinent, pour traiter du développement territorial? Trop de pouvoir?

Comment voyez-vous la Touraine dans 10, 20, 30 ans?

Quel rôle selon vous doit jouer la coopération intercommunale dans le développement économique des territoires?

Quelles sont les attentes communes de l'ensemble des élus de Tour(s) Plus concernant l'adoption du statut de métropole. (Préciser les différents points de vue (économique, sociologique, éducation, mobilité ...) ?)

Certains élus communaux, notamment Maire de St Pierre a exprimé ses craintes concernant la bonne articulation entre action de proximité et stratégie à dimension communautaire que représente la métropole. Quels sont donc selon vous les risques du changement d'échelle par l'adoption de ce statut pour la « proximité » (échelle communale ?) ? Comment les éviter ?

En quoi le statut de métropole peut-il être bénéfique pour le milieu rural en Touraine ? Et pour le péri urbain ?

Quelles mesures économiques le statut de métropole peut-il permettre à Tours? En termes d'attractivité et de compétitivité ? En termes de fiscalité (création de taxes, etc) ?

Comment mettre en scène la singularité de la métropole de Tours pour attirer les investisseurs ?

Comment encourager les dynamiques de coopération des acteurs économiques ? Par quels leviers ?

Quel est votre position, avis par rapport au sujet du développement économique métropolitain? Est-ce la bonne échelle? Quelles en sont les limites?

D'un point de vue financier, le statut de métropole devrait permettre d'accéder à des financements supplémentaires, en connaissez-vous où savez-vous où pourrions-nous obtenir cette information?

Bibliographie

Presse :

37degrés, (2016). *Pour Jean-Michel Baylet, "Tours Métropole" c'est non !*. [online] 37degres. Available at:
<http://www.37degres-mag.fr/actualites/pour-jean-michel-baylet-tours-metropole-cest-non/>

37degrés, (2016). *Tours Métropole ? Mais encore ?*. [online] 37degres. Available at:
<http://www.37degres-mag.fr/actualites/tours-metropole-mais-encore/>

Dexia, A. (2016). *Portrait de l'intercommunalité début 2016*. [online] Maire-info.com. Available at:
<http://www.maire-info.com/territoires/intercommunalite/portrait-de-lintercommunalite-debut-2016-article-19273>

France 3, (2016). *Intel part à Toulouse malgré les subventions touchées pour s'installer à Montpellier - France 3 Languedoc-Roussillon*. [online] France 3 Languedoc-Roussillon. Available at:
<http://france3-regions.francetvinfo.fr/languedoc-roussillon/herault/montpellier-metropole/montpellier/intel-part-toulouse-malgre-subventions-touchees-s-installer-montpellier-978214.html>

Info-Tours.fr, (2016). A- *Tours Métropole : Jean-Patrick Gille discute avec Matignon*. [online] Info Tours.fr. Available at:
<http://www.info-tours.fr/articles/tours/2016/05/02/4132/tours-metropole-jean-patrick-gille-discute-avec-matignon/>

B- *Une vingtaine d'élus signent "pour faire de Tours une métropole française"*. [online] Info Tours.fr. Available at:
<http://www.info-tours.fr/articles/tours/2016/09/23/4774/une-vingtaine-d-elus-signent-pour-faire-de-tours-une-metropole-fran-aise/>

La nouvelle republique, (2016). A- [online] Available at:
[.http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/10/22/Metropole-de-Tours-le-dessous-des-cartes-2878685](http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/10/22/Metropole-de-Tours-le-dessous-des-cartes-2878685)

B- *Le préfet de région est contre*. [online] Lanouvellerepublique.fr. Available at:
<http://www.lanouvellerepublique.fr/Loir-et-Cher/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/04/12/Le-prefet-de-region-est-contre-2682514>

C- *Orléans métropole jouera collectif*. [online] Lanouvellerepublique.fr. Available at:
<http://www.lanouvellerepublique.fr/Loir-et-Cher/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/09/27/Orleans-metropole-jouera-collectif-2852004>

D- *Tours métropole : on y croit encore*. [online] Lanouvellerepublique.fr. Available at:
<http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/07/13/Tours-metropole-on-y-croit-encore-2782853>

E- *Tours Métropole : un projet bien sous tous rapports*. [online] Lanouvellerepublique.fr. Available at:
<http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/10/13/Tours-Metropole-un-projet-bien-sous-tous-rapports-2869165>

F- *Tours Métropole dès 2017 ? le bras de fer est engagé*. [online] Lanouvellerepublique.fr. Available at:
<http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Politique/n/Contenus/Articles/2016/04/06/Tours-Metropole-des-2017-le-bras-de-fer-est-engage-2676821>

La gazette des communes, (2016). A- [online] Available at:

<http://www.lagazettedescommunes.com/218245/les-9-principales-dispositions-de-la-loi-metropoles-dans-le-detail/ASPECT>

B- [online] La Gazette des Communes. Available at:

<http://www.lagazettedescommunes.com/391310/decryptage-de-la-loi-notre>

C- [online] La Gazette des Communes. Available at:

<http://www.lagazettedescommunes.com/468569/plus-de-metropoles-moins-de-democratie/>

D- [online] La Gazette des Communes. Available at:

<http://www.lagazettedescommunes.com/326187/developpement-economique-les-intercommunalites-veulent-travailler-de-concert-avec-les-regions/>

La rotative, (2016). *Métropole : les élu-es de Tours prennent une claque*. [online] Larotative.info. Available at: <https://larotative.info/metropole-les-elu-es-de-tours-1723.html>

Lettreducadre, (2016). *Faut-il encourager la métropolisation ?*. [online] Available at: <http://www.lettreducadre.fr/8130/faut-il-encourager-la-metropolisation/>

Documents institutionnels :

ADCF, (2006). *Développement économique : quelles stratégies intercommunales pour demain ?* [online]
Available at: <http://www.adcf.org/files/Prog-jee-eco-280610-AdCF-complet.pdf>

Agglo-Tours, (2016). *Budget - Tour(s)plus - Communauté d'Agglomération*. [online] Agglo-tours.fr. Available at: <http://www.agglo-tours.fr/index.php?idtf=80>

Artois communauté, (2016). *Définition | Horizon 2030, le projet de territoire d'Artois Comm.*. [online] Horizon2030.artoiscomm.fr. Available at: <http://www.horizon2030.artoiscomm.fr/content/d%C3%A9finition>

Collectivités locales, (2006). *Les principes régissant les EPCI (Guide 2006) | Collectivités locales*. [online] Collectivites-locales.gouv.fr. Available at: <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/principes-regissant-epci-guide-2006>

Gouvernement Français, (2016). A- *Les nouveaux contrats de plan Etat-région : 12,5 milliards d'euros pour l'investissement dans les territoires*. [online] Gouvernement.fr. Available at: <http://www.gouvernement.fr/les-nouveaux-contrats-de-plan-etat-regions-125-milliards-d-euros-pour-l-investissement-dans-les>

B- *La réforme territoriale*. [online] Gouvernement.fr. Available at: <http://www.gouvernement.fr/action/la-reforme-territoriale>

C- *Les principes régissant les EPCI (Guide 2006) | Collectivités locales*. [online] Collectivites-locales.gouv.fr. Available at: <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/principes-regissant-epci-guide-2006>

INSEE, (2016). A- *Bulletin de l'UCT 2014* [online] Available at: http://www.insee.fr/fr/insee_regions/nord-pas-de-calais/themes/dossiers_de_profils/DP_107/DP_107_Chap3.pdf

B- *Extension des aires urbaines en région Centre et nouveaux espaces périurbains | 2009* [online] Insee.fr. Available at: http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=21&ref_id=15754

La métropole GRAND LYON, (2016). *Programme de développement économique 2016-2021*. Lyon. [online]availableat:http://www.economie.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/fichiers/site_eco/20160920_gl_programme_developpement_economique_lyon_2016-2021.pdf

Laurent Davezies, « Revenu et territoire » in Gérard-Varet & Mougeot, *Le développement local*, Rapport n° 31 du Conseil d'analyse économique, Documentation française, 2001

Mairieconseils, (2016). *EPCI: quelles sont les incidences de la loi NOTRe sur la compétence ZAE ? - Mairie-conseils : Informer et accompagner les élus - Un service de la Caisse des Dépôts*. [online] Mairieconseils.net. Available at: <http://www.mairieconseils.net/cs/ContentServer?pagename=Mairie-conseils/MCQuestRep/FicheReponse&cid=1250269779604>

OE2T, (2016). *Note de conjoncture de l'observatoire économique des Territoires de Touraine n°252 - 2016*.

[online] Available at:

<http://file:///C:/Users/Gaetan%20LEMAIRE/Downloads/16-252%20Tourisme%20Ecoscopie%20Oct.pdf>

PUCA,(avril 2011), *Solidarité intercommunale.Partager richesse et pauvreté?*, Rapport définitif Cycle de séminaires Territoire et aménagement : organiser les territoires.

Region Centre, (2016). [online] Available at:

http://www.regioncentre-valdeloire.fr/files/live/sites/regioncentre/files/contributed/docs/avenir-region/forums-participatifs/Regard-Tours_14-05-2013-bd.pdf

Rennes Métropole, (2014). Contrat métropolitain 2015-2020. Rennes. Available at : http://metropole.rennes.fr/fileadmin/rrm/documents/Politiques_publices/Cooperation_Rayonnement/Partenariats/Contrat_Metroplaitain_Websigne.pdf

Schreiber, A. (2011). *La tertiarisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008-L'économie française - Insee Références - Édition 2011 | Insee*. [online] Insee.fr. Available at: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1373853?sommaire=1373855>

Senat, (2016). *Bilan et perspectives de l'intercommunalité à fiscalité propre*. [online] Senat.fr. Available at: <https://www.senat.fr/rap/r06-048/r06-04825.html>

Vie-publique, (2016). A- *Comment la loi de 2014 a-t-elle réformé les métropoles ? - Quelles formes prennent la coopération locale et l'intercommunalité ? Découverte des institutions - Repères - vie-publique.fr*. [online] Vie-publique.fr. Available at: <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/intercommunalite-cooperation-locale/comment-loi-2014-t-elle-reforme-metropoles.html>

Vie-publique, (2016). B- *L'intercommunalité, pour quoi faire ? - Quelles formes prennent la coopération locale et l'intercommunalité ? Découverte des institutions - Repères - vie-publique.fr*. [online] Vie-publique.fr. Available at: <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/intercommunalite-cooperation-locale/intercommunalite-pour-quoi-faire.html>

C- *modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles, loi maptam. Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Panorama des lois - Actualités - Vie-publique.fr*. [online] Vie-publique.fr. Available at: <http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-modernisation-action-publique-territoriale-affirmation-metropoles.html>

D- *locale et l'intercommunalité ? Découverte des institutions - Repères - vie-publique.fr*. [online] Vie-publique.fr. Available at:
<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/intercommunalite-cooperation-locale/quels-sont-nouveaux-outils-gouvernance-territoriale.html>

Documents législatifs :

Legifrance, (2016). A- *Code général des collectivités territoriales - Article L5217-1* | Legifrance. [online] Legifrance.gouv.fr. Available at:
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEG IARTI000023241653&dateTexte=&categorieLien=cid>

B- *LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles* | Legifrance. [online] Legifrance.gouv.fr. Available at:
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028526298&categorieLien=id>

Articles scientifiques :

Agnelotti, Cabeli, Jabaud, Zuliani, F. (2015). Sous la direction de Madame Laure Cardinal, *La fusion des intercommunalités et son rôle dans le développement économique local*. [online] Available at:
http://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/medias/Rapport_final_Fusions_d_intercommunalites_Sc_Po_2015_01.pdf

Bresson, M. and Messu, M. (2014). *Les échelles territoriales de l'intervention sociale : enjeux et défis d'une mutation profonde. Présentation du dossier*. [online] Sociologies.revues.org. Available at:
<https://sociologies.revues.org/4818>

CATTAN, N. (2006). *Relation centre périphérie*. [online] Available at:
<https://hal.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/162580/filename/Centre-Peripherie-dicoddef.pdf>

Chabrot, C. (2016). *La Métropole dans les réformes territoriales françaises*. [online] Academia.edu. Available at:
http://www.academia.edu/26693493/La_M%C3%A9tropole_dans_les_r%C3%A9formes_territoriales_fran%C3%A7aises

DEMAZIÈRE, Christophe ; THIBAUT, Serge. (2002). *Projets de territoires et observation des agglomérations : réflexions à partir des cas de tours et d'Orléans* In : *Lire les territoires*. Tours : Presses universitaires

François-Rabelais. [online] Available at:

<http://books.openedition.org.proxy.scd.univ-tours.fr/pufr/1784>

Dumont, M. (2005). *Le développement urbain dans les villes intermédiaires : pratiques métropolitaines ou nouveau modèle spécifique ? Le cas d'Orléans et Tours*. [online] Cairn.info. Available at: <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2005-2-page-141.htm>

G. HENRY.(2004). Le Grand Projet de Ville de l'agglomération de Tours : de la politique de la ville à l'intercommunalité, Mémoire de fin d'études séminaire Action Publique Locale, IEP de Rennes.
Available at : http://cosoter-ressources.info/opac/doc_num.php?explnum_id=1197

Gaudin, J. (2000). Jouve B., Lefèvre Ch. : *Villes, métropoles. Les nouveaux territoires du politique*. [online] Persee.fr. Available at: http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2000_num_12_1_1074

GOLLAIN, V. (2013). Le marketing territorial au service de l'attractivité des territoires. 1st ed. [ebook]
Available at: <http://www.marketing-territorial.org/page-5608177.html>

Lavaud, V. (2007). *LE DELTA D'OR AUTOUR DE ROTTERDAM, ANVERS ET ZEEBRUGGE : L'ÉMERGENCE D'UNE VÉRITABLE RÉGION PORTUAIRE FACE AU DÉFI DE LA MONDIALISATION ?*. [online] Available at: http://afitl.ish-lyon.cnrs.fr/tl_files/documents/CST/N51/Lavaud51.pdf

LE GALES (P.), Politique urbaine et développement local : une comparaison franco-britannique, Paris, L'Harmattan, 1993. Available at https://www.researchgate.net/publication/281903990_Politique_Urbaine_et_Developpement_Local_Une_comparaison_franco-britannique

Levy J., Lussault J. (dir.), 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*. Paris, Belin, « Mappemonde », 351 p. » Available at : <https://cybergeog.revues.org/843>

FORTIER M., Territoire et convention. La construction politique d'un espace communautaire d'action ; le cas de l'agglomération tourangelle, Thèse de doctorat en géographie, Université de Tours, Tours, 2003
Available at : <http://www.theses.fr/2003TOUR1503>

Magnard, M. (2011). *Cours Géographie 1ère : Les dynamiques des espaces productifs dans la mondialisation (1) - MUSECLIO*. [online] MUSECLIO. Available at: <http://museclio.over-blog.com/article-cours-geographie-1ere-les-dynamiques-des-espaces-productifs-dans-la-mondialisation-1-101367355.html>

Moindrot, C. (1975). *La délimitation des aires d'influence métropolitaine par un modèle de gravité. Le Centre-Ouest de la France*. [online] Available at: http://www.persee.fr/doc/spgeo_0046-2497_1975_num_4_3_1558#spgeo_0046-2497_1975_num_4_3_T1_0201_0000

Nussbaumer, J. (2004). *Bernard Jouve et Christian Lefèvre (éd), 2004, Horizons Metropolitains, Lausanne, Editions Presses Polytechniques et Universitaires romandes, Collection « Recherches Urbaines », 288p., 47€.* [online] Developpementdurable.revues.org. Available at: <https://developpementdurable.revues.org/1293>

HUBERT Pauline, (2014-2015), *Les stratégies de rayonnement des villes intermédiaires face aux politiques d'attractivité des métropoles françaises*. Etude du cas de l'agglomération tourangelée. Sous la direction de : Romain PASQUIER.

Pinson, G. and Reigner, H. (2012). *Différenciation et standardisation dans la(es) politique(s) urbaine(s)*. [online] Halshs.archives-ouvertes.fr. Available at: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00701006>

SPERLING (D.), *Le marketing des territoires et des collectivités locales : tendances et applications*, Midia, 1995.

Torre A., Vollet D., eds, 2016, *Partenariats pour le développement territorial*, Versailles : Quæ, Col. Update Sciences & technologies, 256

TOTA, B. (2007). *Métropole européenne, économiquement dynamique et agréable à vivre*. 4 ème année IEP - Section Politique et Communication. Université Lumière Lyon 2 - Institut d'Etude Politiques de Lyon.

Vacchiani-Marcuzzo, C. (1999). *Lacour C., Puissant S. (eds), La métropolisation - Croissance, diversité et fractures, Paris, Anthropos-Economica, Collection Villes..* [online] Cybergeog.revues.org. Available at: <https://cybergeog.revues.org/988>

i. CITE
RE
S

ii. UM
R
73
24

*Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés*

*Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement*



35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

Directeur de recherche :
GRALEPOIS Mathilde

POISMANS Max & LEMAIRE Gaëtan
Projet de Fin d'Etudes

DA5

2016-2017

Développement économique en métropole : Le cas de Tours

Résumé : Création du statut de métropole, réorganisation territoriale et mise à jour des échelles de décision sont des débats qui traversent actuellement notre quotidien. Il semble donc y avoir un enjeu pour l'avenir des territoires. Nous avons choisi de répondre à cette question par l'entrée du développement économique en lien avec le processus de création de nouvelles métropoles sous la forme de la problématique suivante : *La création de nouvelles métropoles qui tend à se banaliser en France peut-elle apporter un intérêt particulier pour le développement économique de Tours?*

Nous avons eu la chance d'étudier sur le lieu d'un incroyable débat d'actualité et donc de pouvoir être au plus près des acteurs qui œuvrent à ce projet afin de répondre à notre analyse. Il a ainsi été mis en avant que le passage à un EPCI de plus grande taille de type métropole aurait des répercussions en termes de gouvernance, de moyens financiers, humains et institutionnels. Il favoriserait aussi le marketing territorial et un processus de projet de territoire fédérateur. Il semblerait toutefois que dans le cas des agglomérations « intermédiaires », et notamment Tour(s) Plus que l'adoption du statut métropolitain pourrait être soumis à certaines limites notamment en termes de décisions. Il convient donc de prendre ces forces et faiblesses pour assurer la pertinence et la cohérence dans ces nouveaux « hot spots » territoriaux du paysage français de la coopération intercommunale.

Mots Clés : métropole, territoire, villes intermédiaires, développement économique, coopération intercommunale.